



CTB RD CONGO



Rapport de résultats 2014

**UCAG
MEPSP**

UNITE CONJOINTE D'APPUI A LA GESTION AU SEIN DU
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET
INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE

RDC 10 155 11

SOMMAIRE

1	APERÇU DE L'INTERVENTION	5
1.1	FICHE D'INTERVENTION	5
1.2	EXECUTION BUDGETAIRE.....	6
1.3	AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE	12
1.3.1	<i>Pertinence</i>	12
1.3.2	<i>Efficacité</i>	12
1.3.3	<i>Efficiéce</i>	13
1.3.4	<i>Durabilité potentielle</i>	13
1.4	CONCLUSIONS	14
2	MONITORING DES RESULTATS	15
2.1	ÉVOLUTION DU CONTEXTE	15
2.1.1	<i>Contexte général</i>	15
2.1.2	<i>Contexte institutionnel</i>	17
2.1.3	<i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	17
2.1.4	<i>Contexte HARMO</i>	18
2.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	19
2.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	19
2.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	19
2.2.3	<i>Impact potentiel</i>	20
	20
2.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	21
2.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	21
	• <i>Prise en compte des appuis apportés aux projets dans la passation de leurs marchés publics.</i>	21
2.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	21
2.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	22
2.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	23
2.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	23
2.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	23
2.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	24
2.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	25
2.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	25
2.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	25
2.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	26
2.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	27
2.6.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	27
2.6.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	27
2.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	27
2.7	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5	29
2.7.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	29
2.7.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	29
2.7.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	29
2.8	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 6	31

2.8.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	31
2.8.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	31
2.8.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	31
2.9	THEMES TRANSVERSAUX.....	33
2.9.1	<i>Genre</i>	34
2.9.2	<i>Environnement</i>	35
2.9.3	<i>VIH/SIDA</i>	36
2.9.4	<i>Paix</i>	36
2.10	GESTION DES RISQUES	37
3	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	38
3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	38
3.2	RECOMMANDATIONS	39
3.2.1	<i>Les conclusions de l'Evaluation à mi-parcours</i>	39
3.2.2	<i>Les recommandations de l'évaluation et son suivi</i>	41
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	43
4	ANNEXES	44
4.1	CRITERES DE QUALITE	44
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	49
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR.....	50
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS	56
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS 2014	57
4.6	RAPPORT « BUDGET EXECUTION, YEAR TO MONTHS LAST 5 YEARS ».....	61
4.7	FINANCIAL PLANNING.....	65
4.8	PLANIFICATION OPERATIONNELLE UCAG 2015	68
4.9	MISSIONS EFFECTUEES, EN 2014, PAR LE PERSONNEL DE L'UCAG.....	77
4.10	MISSIONS EFFECTUEES, EN 2014, PAR LE PERSONNEL DU MINISTERE	79

ACRONYMES

CAT	Cellule d'Appui Technique
COM CON	Comité des Partenaires
CTB	Coopération Technique Belge
DEP	Direction des Etudes et Planification
DSG	Direction des Services Généraux
DSCR	Document des Stratégies de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
EPSP	Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
EDUKAT	Projet Education (Enseignement Technique et Formation Professionnelle) au Katanga
EDUKOR	Projet Education (Enseignement Technique et Formation Professionnelle) au Kasai Oriental
EDUT	Projet Education (Enseignement Technique et Formation Professionnelle) à la Tshopo
EDUEQUA	Projet Education (Enseignement Technique et Formation Professionnelle) à l'Equateur
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FC	Franc Congolais
MMINEPSP	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PIE	Plan Intérimaire de l'Education
PGAI	Plateforme gestion de l'aide internationale
SDS	Structure de supervision
SG	Secrétariat Général
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
RDC	République Démocratique du Congo
UCAG	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion



1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

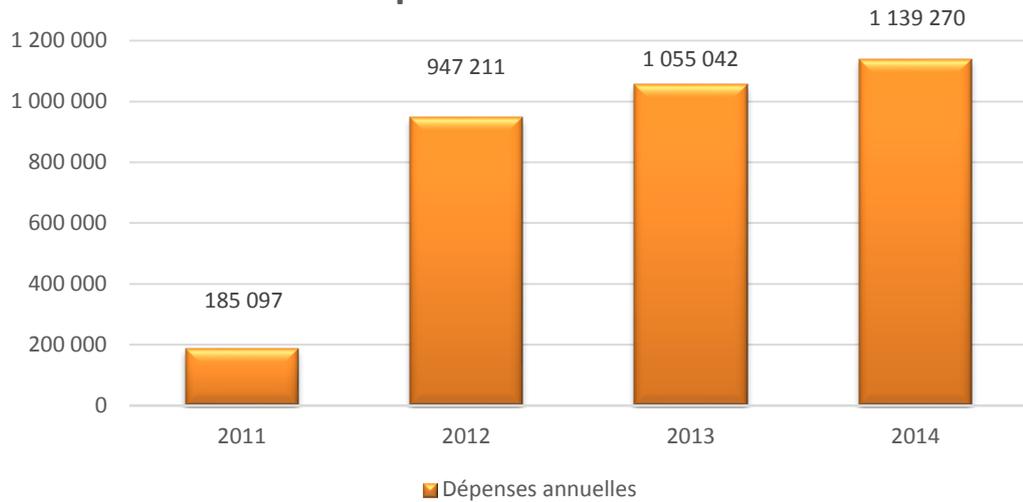
Intitulé de l'intervention	UNITE CONJOINTE D'APPUI A LA GESTION/EPSP
Code de l'intervention	RDC 10 155 11
Localisation	KINSHASA/RDC
Budget total	5 000 000€
Institution partenaire	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL
Date de début de la Convention spécifique	05/10/2011
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01/01/2012
Date prévue de fin d'exécution	
Date de fin de la Convention spécifique	05/10/2016
Groupes cibles	Projets CTB et structures ministérielles (centrale, déconcentrée et décentralisée)
Impact ¹	Les capacités du Ministère central et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel
Outcome	Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration
Outputs	1 L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle 2 Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées 3 Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement 4 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement 5 Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement 6 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés.
Année couverte par le rapport	2014

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

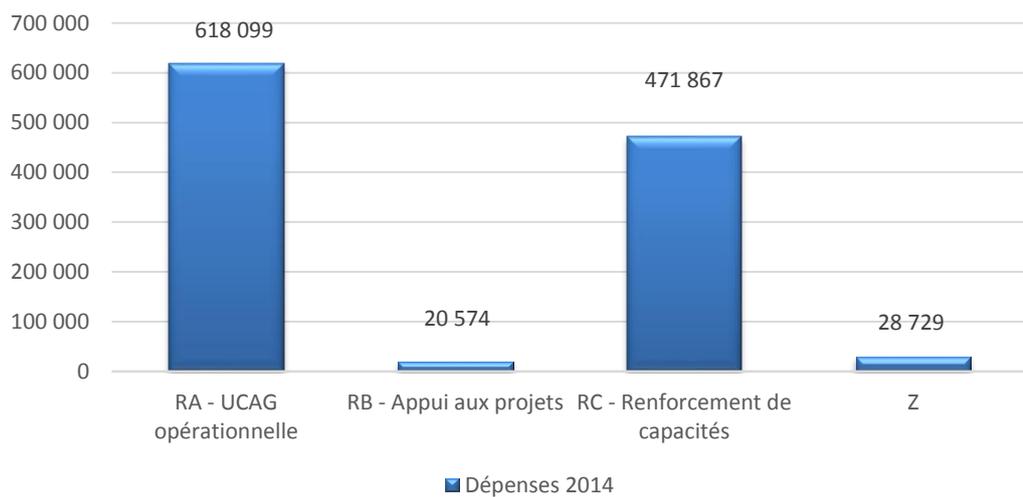
1.2 Exécution budgétaire

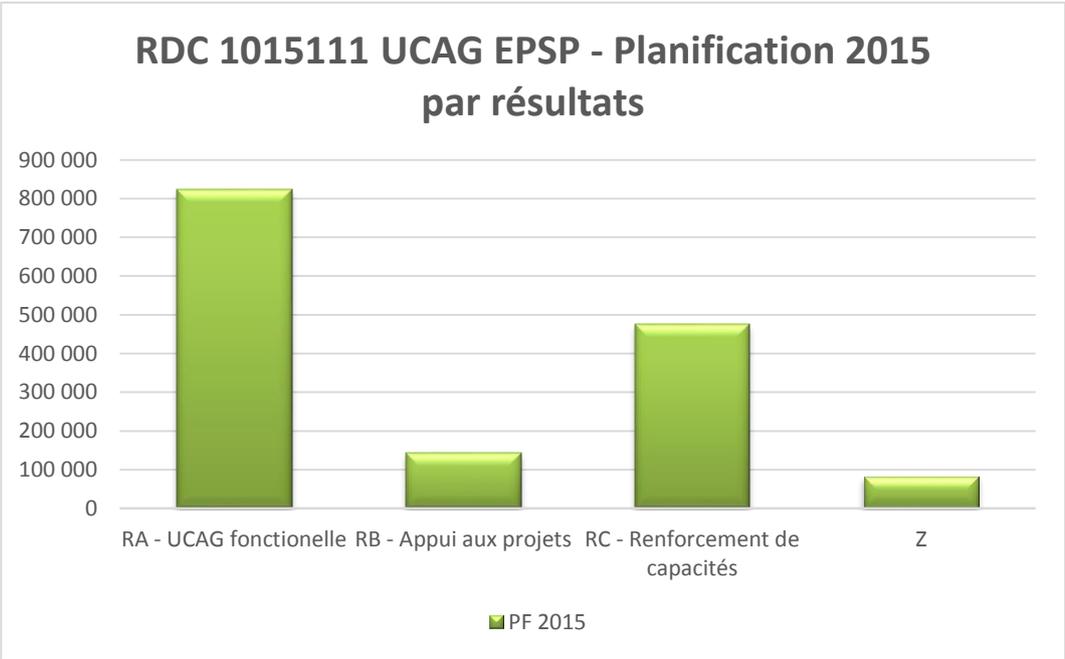
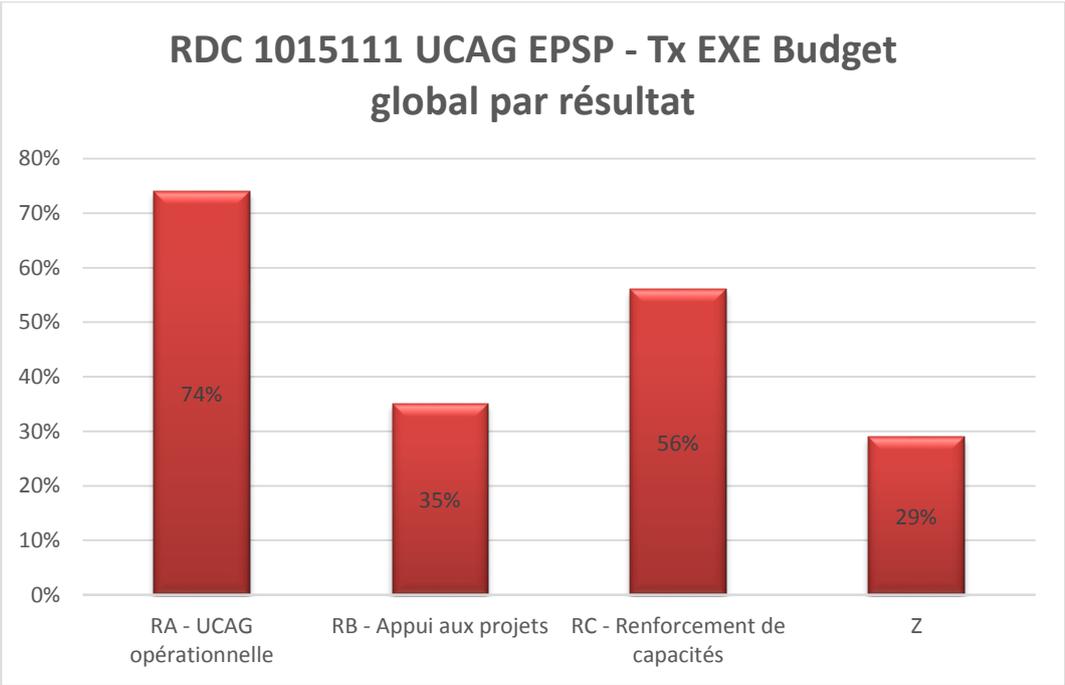
	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année 2014
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (2014)		
Total	5 000 000,00€	185 097,40 € (2011) 947 211,67€ (2012) 1 055 042,68 € (2013)	1 139 270,92 €	1 673 377 ,33 €	67 %
R 1	3 351 597,00€	183 728.54€ (2011) 887 206,91 € (2012) 790 037,04 € (2013)	618 099,09 €	872 525, 42€	75 %
R 2	230 000,00€	1 368.86€ (2011) 25 453,92 € (2012) 34 249 € (2013)	20 574,09 €	148 354,13 €	35 %
R 3	383 033,00€	20 406,89 € (2012) 56 138,98 € (2013)	91 817,11 €	214 670,02 €	44 %
R 4	684 380,00€	2 611.70€ (2012) 145 024,45€ (2013)	321 865.47 €	214 878,38 €	69 %
R 5	179 500.00€	7 354.12€ (2012) 22 170,35 € (2013)	41 758,30 €	108 217,23 €	40 %
R 6	61 490.00€	982,85 € (2012) 7 464,24 € (2013)	16 427,79 €	36 615,12 €	40 %
Z	110 000 €	3 195,28 € (2012) -41,38 € (2013)	28 729,07 €	78 117,03 €	29 %

RDC1015111 UCAG EPSP - Evolution des dépenses annuelles

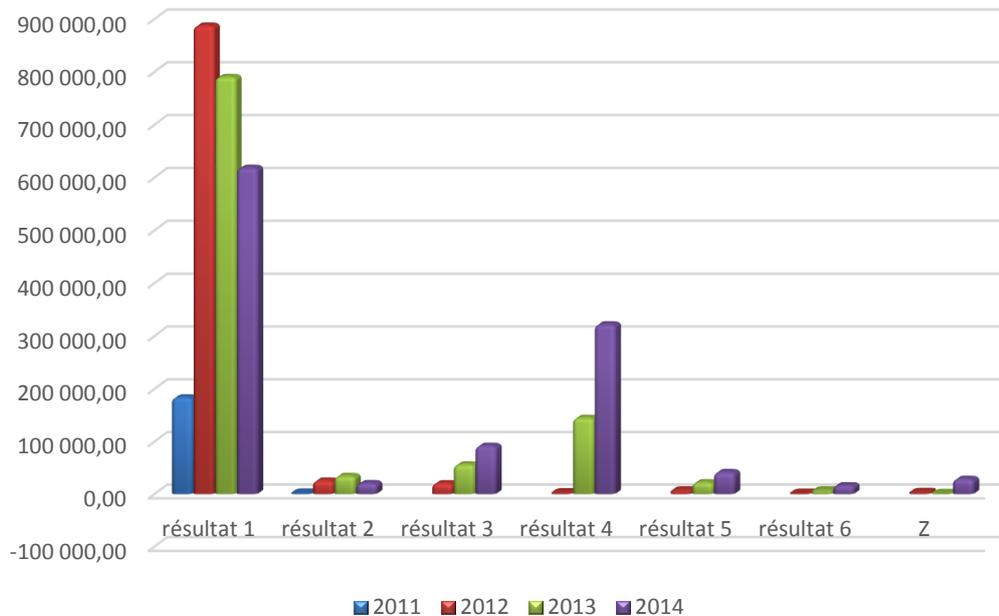


RDC 1015111 UCAG EPSP - Dépenses 2014 par résultats

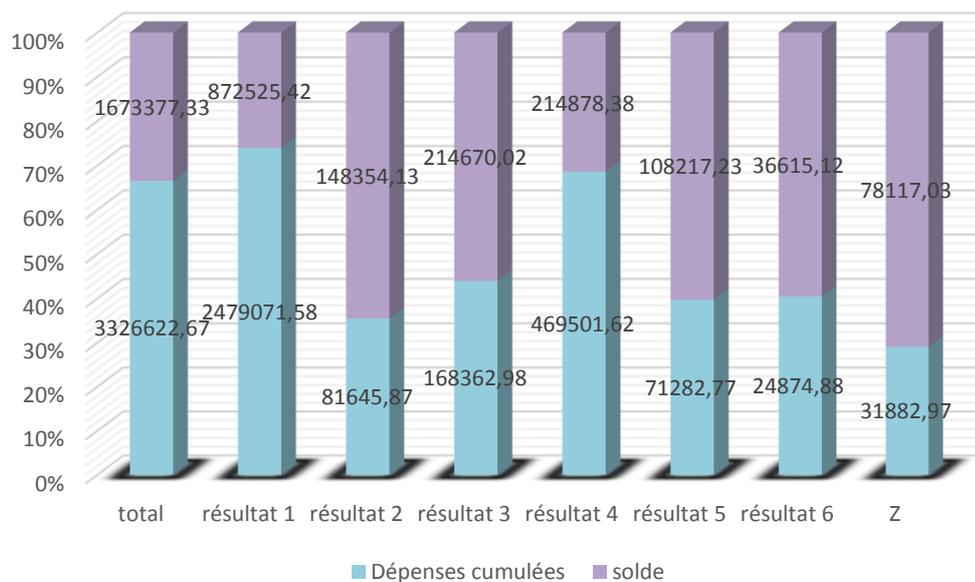


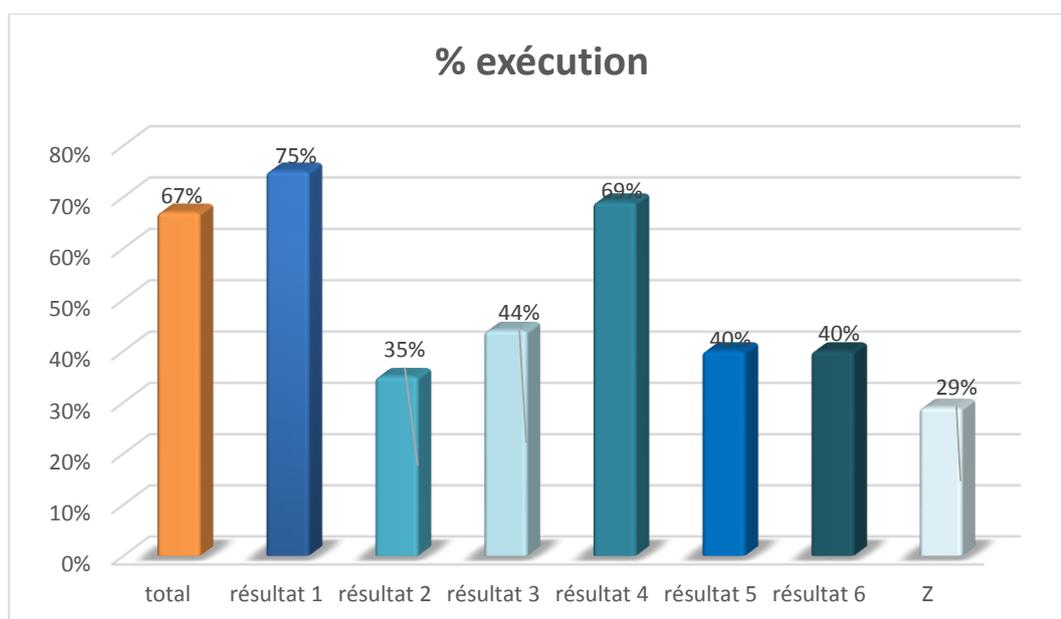


Dépenses annuelles par résultat



exécuté & soldes / résultat





R1. Le taux s'explique par le fait que les activités de formation initiale et continue du personnel de l'UCAG se poursuivent jusqu'en 2015. Tandis que les activités liées aux thèmes transversaux selon la stratégie développée sont combinées avec les actions à mener au sein de l'UCAG (R1) et celles à réaliser au niveau du Ministère central (R3).

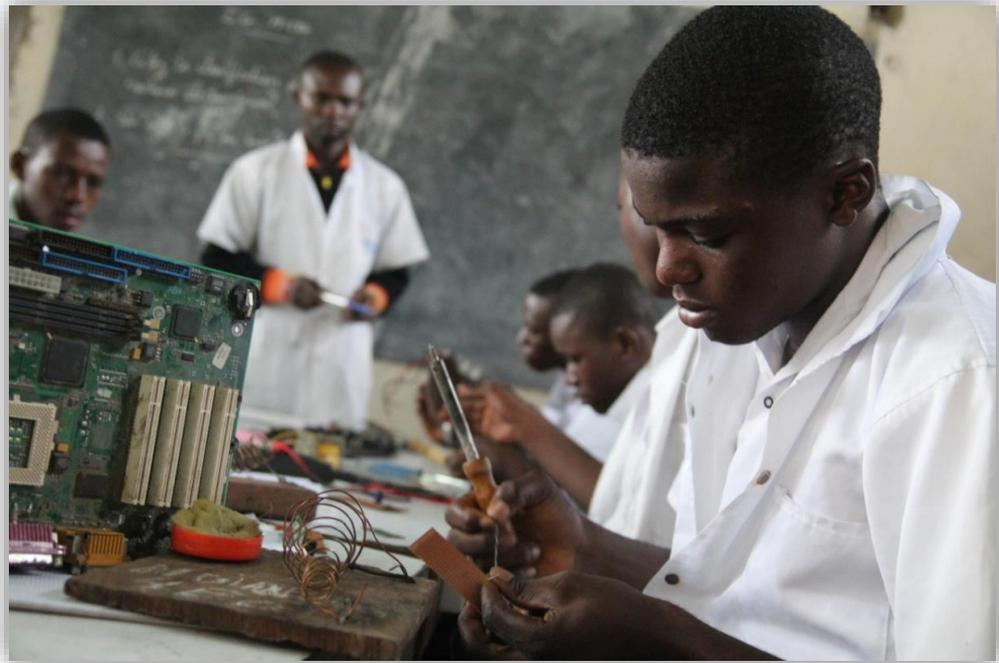
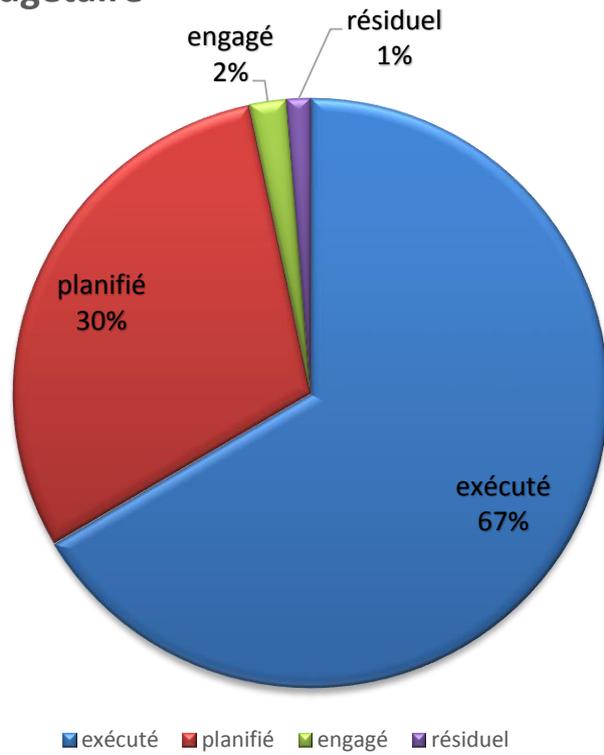
R2. Le faible taux d'exécution RB « appui aux projets » est justifié par le retard observé dans le démarrage des projets provinciaux du PIC 2010-2013 lesquels doivent être appuyés par l'UCAG.

R3. Ce taux va s'améliorer au fur et à mesure que les engagements pris (voyages d'études, restructuration du MINEPSP ...) seront exécutés.

R4. Les engagements pris pour la réhabilitation en cours de la Division Provinciale de l'EPSP de Gemena et la construction en cours de la Division Provinciale de l'EPSP de Lisala vont accroître ce taux dans les prochains mois.

R5. Trois facteurs explicatifs : (1) le renforcement des compétences s'adresse à un personnel décentralisé quasi-inexistant, pratiquement limité au seul effectif des Cabinets ministériels que l'on s'oblige à impliquer dans les formations destinées aux agents des structures déconcentrées ; (2) Engagements déjà pris pour la réhabilitation en cours du MINIPRO de l'Equateur et la construction du MINIPRO de la Province Orientale; (3) le non démarrage du processus de mise en place des mécanismes provinciaux de concertation ainsi que le démarrage tardif des projets du PIC 2010-2013 n'ont pas permis à l'UCAG d'appuyer la coordination des interventions au niveau des structures décentralisées.

Situation budgétaire 31/12/2014



1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

Les activités du projet répondent au Programme Indicatif de Coopération 2010/2013 signé entre le Royaume de Belgique et la RDC ainsi qu'aux priorités du Gouvernement. Elles portent sur le renforcement des capacités de différentes structures ciblées et s'articulent harmonieusement avec le document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, le Plan Intérimaire de l'Education et le programme national de renforcement des capacités.

Le projet est en effet en cohérence avec :

- (1) le 5^o objectif du premier pilier du DSCRП relatif au renforcement des capacités institutionnelles et humaines,
- (2) le PIE concernant les programmes 3.2 relatif au renforcement des capacités institutionnelles et humaines et 3.3 concernant le pilotage, la coordination et le suivi-évaluation,
- (3) le programme national de renforcement des capacités dans ses composantes 1, 2 et 4 relatives respectivement au leadership, aux fonctions clés de l'administration publique et à la coordination, suivi-évaluation et contrôle de qualité.

Quant à la logique de l'intervention, elle n'a connu aucun changement.

Cependant, on observe encore un retard dans la restructuration du MINEPSP ainsi que dans la mise en œuvre de la décentralisation.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Les retards observés dans la restructuration du MINEPSP, la mise en œuvre de la décentralisation n'ont pas empêché à ce que les appuis nécessaires soient apportés et poursuivis en 2014 aux structures ciblées tant au niveau central que dans les zones de concentration. Les projets du PIC précédent, notamment AETFP, Appui Institutionnel Manuels Scolaires et FEMS ont bénéficié de tous les appuis de l'UCAG prévus. Toutefois, le démarrage tardif des projets du PIC 2010-2013 ne permettra pas à l'UCAG de réaliser 100% de son appui étant donné qu'elle entre dans son année de clôture.

Il convient aussi de noter qu'EDUKAT, qui est opérationnel depuis janvier 2014, bénéficie de l'appui de l'UCAG dans les domaines des marchés publics, de l'administration et des finances ainsi que dans la consolidation de ses différents rapports.

L'appui apporté aux projets EDUT et EDUKOR consiste d'une part à la préparation de leur démarrage, et d'autre part au renforcement de compétences de leur personnel dans les différents

domaines de la planification opérationnelle, des marchés publics, de l'administration et des finances et de la communication.

Les ressources affectées au projet UCAG sont gérées efficacement et les activités sont exécutées dans le respect des procédures.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	A

Toutes les ressources nécessaires pour la bonne gestion du projet sont disponibles dans les délais impartis et bien utilisées. Le projet maintient le même rythme pour la gestion des ressources et l'exécution des activités. Pour plus d'efficience, le renforcement des capacités du personnel congolais se fait à travers des actions de formation continue et celles d'accompagnement. Les activités sont dans l'ensemble convenablement exécutées et contribuent progressivement à l'atteinte des résultats et des objectifs visés. Le plan de formation se poursuit en 2015.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Le projet s'exécute en bonne collaboration avec le MINEPSP, et consolide son intégration au sein du Secrétariat Général. Il entretient, par ailleurs, de bonnes relations avec les structures ciblées et la Cellule d'Appui Technique (CAT) laquelle est chargée du suivi et de la coordination des interventions dans le sous-secteur de l'EPSP.

L'implication du personnel UCAG détaché du Ministère et les points focaux déconcentrés dans la gestion du projet contribuent au renforcement des capacités de ce personnel et à l'appropriation des approches et stratégies développées.

Quant au financement du secteur, la part du budget allouée à l'EPSP a atteint 16,4% (6% en 2010) et vise à atteindre progressivement les 20%. A contrario, le taux d'exécution du budget affecté au secteur de l'EPSP, reste trop faible pour convaincre d'une réelle volonté politique de prioriser le secteur. Les dépenses relatives aux salaires représentent 110% des dépenses courantes alors que celles de fonctionnement ne représentent que 14,4% en 2013. Les dépenses d'investissement s'élèvent quant à elles à 7,5 % (données revue PIE 2014).

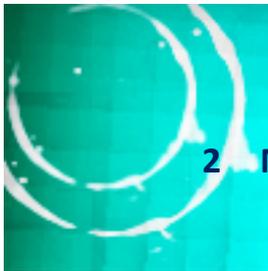
La durabilité de la présente intervention dépendra de l'évolution de l'environnement économique du pays et surtout de l'engagement du pouvoir politique à matérialiser sa vision pour le secteur de l'EPSP particulièrement en prenant des mesures appropriées pour relever le niveau d'exécution du budget destiné à ce sous-secteur et plus particulièrement pour la part allouée à l'investissement.



1.4 Conclusions

- L'intervention cadre avec les politiques nationales et les priorités du PIC 2010-2013. On note cependant que la signature tardive des conventions spécifiques des projets relevant du PIC 2010-2013, soit une année avant la clôture de l'UCAG-EPSP qui doit les appuyer.
- L'UCAG-EPSP a apporté son appui technique aux projets finissants du PIC précédent, l'a assumé très concrètement pour Edukat qui a démarré en janvier 2014.
- L'UCAG a participé activement à la réalisation de certaines tâches liées à la formulation de 4 projets ETFP du PIC 2010-2013. Pour EDUT et EDUKOR, dont les ATI ont pris poste en décembre 2014, l'UCAG-EPSP les accompagne dans les préparatifs de démarrage, la documentation et le briefing sur la gestion administrative et financière ainsi que dans les marchés publics.
- Les travaux de réhabilitation/construction se déroulent dans tous les sites selon le calendrier prévu dont le rafraîchissement des locaux de l'UCAG. Notons que les travaux de construction du bureau du Ministère provincial en charge de l'Éducation à Kisangani ont connu des retards suite à des problèmes administratifs.
- Le renforcement des compétences du personnel des structures ciblées, bien que quelque peu retardé par des lourdeurs liées aux procédures administratives, est relancé.

Fonctionnaire exécution nationale Coresponsable national	Fonctionnaire exécution CTB Coresponsable international
 Samuel NKOYO	 Patrick FILLION



2 Monitoring des résultats

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

La RDC connaît une stabilité politique depuis 2006, mais les crises répétitives à l'Est conduisent à des déplacements de population, décès, blessés, enrôlement des enfants et des enseignants dans les groupes armés, etc.

Ces facteurs entraînent potentiellement de fortes perturbations sur le système éducatif dans les zones affectées, bien que le contexte macro-économique s'améliore.

En effet, le PIB, en termes réels, a pratiquement doublé entre 2012 et 2013 avec une croissance annuelle moyenne soutenue de 6% sur la période. Les projections pour les années à venir tablent sur des taux de croissance supérieurs à 7%. La politique monétaire prudente menée par le Gouvernement depuis 2012 a permis de ramener les taux d'inflation à des niveaux inférieurs à 10%, de stabiliser le taux de change, et d'accroître les réserves de devises étrangères permettant une meilleure prédictibilité. Cette croissance est dynamisée par la reprise économique mondiale et le dynamisme dans les secteurs des mines, de l'agriculture, du commerce de gros, des transports, des communications et du Bâtiment et Travaux Publics. L'économie congolaise reste encore dominée par le secteur primaire lequel contribue à hauteur de 49% au PIB, le secteur tertiaire pour 35% et le secondaire pour 13%.

Cette économie est cependant marquée par l'existence de fortes contraintes structurelles notamment dans les domaines du transport et de l'énergie, la persistance de l'insécurité, des problèmes de gouvernance et de transparence ainsi que le niveau de vie des congolais qui reste l'un des plus bas au monde (estimé autour de 415 USD par habitant en 2013).

Si la part des ressources allouées à l'éducation est en constante augmentation, elle demeure insuffisante et en dessous de la moyenne des pays africains de même niveau économique.

Au contexte décrit ci-dessus se fonde l'environnement social. En effet, 63,4% de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2012. Le nombre d'enfants par femme estimé à 6,6 en 2013 est en augmentation par rapport à 2010 (6,3 MICS), 43% des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance dû à la malnutrition en 2013 et l'incidence du paludisme estimée à 259 cas pour 1 000 habitants (OMS) contre 192 pour l'Afrique Subsaharienne. L'incidence du VIH-SIDA dans le secteur de l'enseignement n'est pas non plus négligeable. ONUSIDA estime que 6 350 enseignants ont été infectés en 2012. Il a été aussi noté qu'une proportion importante des enfants de 0-17 ans ont perdu un ou deux parents.

Le budget de l'Etat, dans sa configuration actuelle, ne permet pas de percevoir la part réservée à l'enseignement technique et à la formation professionnelle.

L'évolution du contexte général n'affecte pas la logique de l'intervention.

Si les textes relatifs à la décentralisation ont été élaborés, leur application effective se fait attendre. Il en est de même de la réforme de l'administration publique. En ce qui concerne le Ministère de l'EPSP, il sied de signaler que le processus de la restructuration amorcé risque de connaître quelques difficultés suite à la création du ministère de l'ETP.

En effet, le diagnostic organisationnel de ce Ministère réalisé en 2009 prévoyait 8 directions administratives au lieu de 22

actuellement en place. Pour mettre en œuvre cette restructuration, le Ministère a demandé l'appui de l'UCAG pour le recrutement d'un consultant international afin de définir le cadre organique, les profils et les fonctions de chacune des 8 structures à maintenir. Les termes de référence en rapport avec cette consultance ont été validés au cours d'un atelier qui a regroupé toutes les parties prenantes en date du 4/11/2014.

La Cellule d'Appui Technique (CAT en sigle), chargée d'assurer la coordination, le suivi et

l'évaluation du Plan Intérimaire d'Education est rattachée directement au Cabinet du Ministre et travaille en étroite collaboration avec la Direction des Etudes et Planification qui est une structure administrative pérenne. Son expert en charge de l'ETFP bénéficie de l'appui de l'UCAG.

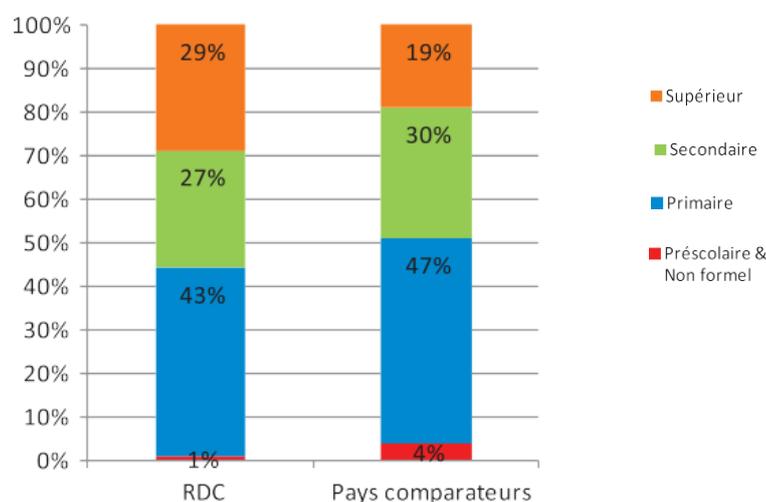
La cellule des marchés publics créée et dépendant également du Cabinet du Ministre bénéficie aussi de l'appui de l'UCAG. Deux de ses membres sont détachés à l'UCAG pour un renforcement de capacités.

Évolution des dépenses d'éducation, par nature, 2005-2012 (en millions de FC constants, 2012 et %)

	2005	2006	2008	2010	2011	2012
Total des dépenses d'éducation	180311	222484	346228	342680	462304	462411
Dépenses courantes	160076	219105	342697	309034	426992	460316
Dépenses en capital	20235	3378	3531	33646	35312	2095
PIB	1,1%	1,3%	1,7%	1,6%	2,0%	1,8%
% du total dépenses publiques	10,1%	12,0%	13,4%	8,6%	12,2%	12,8%
Dépenses courantes d'éducation						
En % PIB	1,0%	1,2%	1,7%	1,4%	1,8%	1,8%
En % du total des dépenses publiques courantes (hors services de la dette)	11,6%	14,4%	15,1%	12,6%	16,3%	15,0%
Par enfant d'âge scolaire (6-17 ans) (FC, constants 2012)	9535	12681	18717	16007	21554	22635

Source : DPSB-ministère du Budget, FMI, BCC, population des Nations unies.

Allocation intra-sectorielle des dépenses courantes publiques d'éducation, RDC et pays comparateurs, 2012 (%)



Source: DPSB-ministère du Budget; Pôle de Dakar-IIPE-Unesco.

2.1.2 Contexte institutionnel

La récente création (ordonnance du 7 décembre 2014) du Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel concurremment à celui de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté constitue une évolution inattendue.

L'ancrage institutionnel du projet s'avère très approprié et pertinent parce que le Secrétaire Général à l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel demeure l'interface des deux cabinets politiques. Il coordonne administrativement toutes les activités du ministère et qu'il constitue l'interface entre le politique et l'administration ainsi qu'entre

l'Administration de l'EPSP et les autres institutions et partenaires éducatifs. Il préside les réunions de la SMCL et de la SdS.

La mise en place au sein de la CAT de l'unité de coordination ETFP constitue un appui complémentaire à la Direction de l'ETFP pour la coordination et le suivi des interventions du sous-secteur de l'ETFP.

La coresponsabilité dans la gestion confère à l'UCAG le rôle d'interface entre l'Administration (SG et DEP), la CAT et les PTF pour l'élaboration des stratégies communes de coordination et de suivi. De ce fait, le projet est institutionnellement très bien positionné au sein du ministère.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les modalités d'exécution en cours s'avèrent appropriées dans la mesure où les différentes planifications (opérationnelle, marchés publics et financière) sont trimestriellement suivies et réajustées. Certaines activités sont parfois exécutées avec un léger retard dû aux facteurs exogènes et endogènes. Tel est le cas par exemple de l'absence de maîtrise par le personnel des structures provinciales de la définition des spécifications techniques de différents travaux à réaliser dans leurs juridictions respectives. Pour pallier ces déficiences, l'UCAG doit recourir à son expertise.

Pour plus d'efficacité dans la gestion du projet, des points focaux ont été mis en place dans chaque zone de concentration pour un suivi de proximité. Mais la communication dans ces zones pose problème. La prise en charge de ces derniers cesse dès que le projet provincial est opérationnel, tels sont les cas de Katanga 1 et 4 en 2013 ainsi que d'Edukor en 2014 et Edut dès janvier 2015.

Le Renforcement des compétences des structures ciblées au niveau central se

poursuit suivant le plan de formation du Ministère de l'EPSP qui a été élaboré avec l'appui de l'UCAG sous la direction d'une consultance internationale en 2013. Ce plan de formations a été soumis au projet « Programme de Renforcement des Capacités Organisationnelles par l'Octroi de Bourses » (PRECOB) pour financement. La planification, la préparation et le suivi de toutes ces formations se font en synergie avec le PRECOB, l'UCAG, les prestataires et les bénéficiaires.

Deux manuels des procédures ont été produits, l'un portant sur la gestion des marchés publics et l'autre sur la gestion administrative et financière. Ils ont été portés à la connaissance des projets par la Représentation de la CTB mais la vulgarisation du second manuel qui n'a pas encore eu lieu en interne sera prochainement partagée.

L'UCAG organise des réunions hebdomadaires pour mesurer l'état d'avancement du projet, planifier et opérer un suivi des activités, décider de stratégies et communiquer en interne.

2.1.4 Contexte HARMO

L'UCAG-EPSP privilégie dans sa démarche des rencontres avec les partenaires bénéficiaires de l'intervention, les deux autres UCAG, la Représentation CTB, la CAT, le Comcon ETEFP et les projets hors secteur de la CTB particulièrement ceux implantés en provinces dans le but de partager des approches, des initiatives et des expériences pouvant contribuer à la réussite du projet. Le Coresponsable ATI participe aux différentes réunions Belgo-belges et des PTFs ainsi qu'aux travaux du Groupe thématique Education. Et le Coresponsable national, est régulièrement associé aux réunions du ministère et travaux du sous-groupe ETEFP du groupe thématique éducation. Les coresponsables participent à tous les processus de mise en place des projets provinciaux ainsi qu'aux SMCL desdits projets.

L'UCAG collabore aussi bien avec le PRECOB dans le cadre de la mise en œuvre du plan de formation des structures centrales du MINEPSP qu'avec le Programme d'Etudes et d'Expertises pour l'élaboration de la stratégie nationale spécifique de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Pour suivre les différentes interventions des PTFs dans le sous-secteur de l'ETFP, l'UCAG a appuyé l'élaboration de la cartographie des interventions pour laquelle tous les partenaires techniques et financiers ont fourni les informations requises pour renseigner la base de données.

Ce projet est en cohérence avec le 5^e objectif du premier pilier du Document des Stratégies de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR 2 en sigle) relatif au renforcement des capacités institutionnelles et humaines et la modernisation de l'administration publique. Il s'articule aussi avec le Plan Intérimaire de l'Education du MINEPSP particulièrement en ce qui concerne ses programmes 3.2 relatifs au Renforcement des capacités institutionnelle et humaine et 3.3 concernant le Pilotage, la coordination et le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PIE. Il ressort de ce qui précède que le projet s'aligne aux priorités du Gouvernement.

Quant à l'appropriation de ce projet par le partenaire, l'engagement du Secrétaire Général est déjà observé à travers la prise des dispositions pratiques utiles au bon fonctionnement du projet (*désignation des points focaux dans les zones de concentration, engagement au processus d'agrément des ATI et des consultants, mise en place du Com con et de l'unité de suivi et coordination de l'ETFP à la CAT, mise-à-disposition du personnel du ministère à l'UCAG/CTB, différentes autorisations et facilitations du personnel etc...*).

Les bénéficiaires provinciaux participent aux différentes activités exécutées dans leurs juridictions respectives et les responsables provinciaux (Proveds, Ministres provinciaux) réalisent le suivi à travers les points focaux et les DPO.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Out come :

Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2015
Nombre de Ministères coordonnant effectivement les différentes interventions dans leurs juridictions	1	1	2	5	5
Nombre de structures ayant développé et mis en œuvre leurs stratégies de gestion et de suivi des interventions	1	1	1	11	11
Nombre d'agents formés et impliqués dans les activités de suivi et de coordination des interventions	0	16	19	35	50

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

L'appropriation et la capitalisation par le personnel des structures ciblées des méthodes, approches et dispositions pratiques relatives à la coordination et à la gestion fonctionnelle des interventions contribuent à asseoir une culture de gestion efficace des programmes sectoriels de développement.

Le Ministère Central est impliqué dans toutes les étapes du processus de mise en place de l'intervention tandis que les structures

déconcentrées et décentralisées sont renforcées pour le suivi des actions menées dans leurs zones.

L'UCAG appuie l'exécution de différentes actions au profit des structures des Ministères Central et Provinciaux pour les renforcer de façon durable sur la gestion, le suivi et la coordination des interventions ainsi que des programmes de développement sur terrain, notamment les ateliers provinciaux d'accompagnement de l'élaboration de la

stratégie locale ETFP. Au cours des deux premières années, les efforts de l'UCAG ont été orientés vers les structures centrales tandis qu'en 2013, l'UCAG a commencé à intervenir auprès des structures provinciales. Ces interventions ont conduit à améliorer notamment le cadre de travail.

Bien que le contexte en général soit peu favorable à un renforcement de compétences pertinent (personnel âgé, réformes nécessaires en retard, etc.), le projet réussit à mettre en œuvre son plan de renforcement de capacités de nature à contribuer à développer auprès des bénéficiaires des compétences pour le suivi et la gestion des programmes de développement.

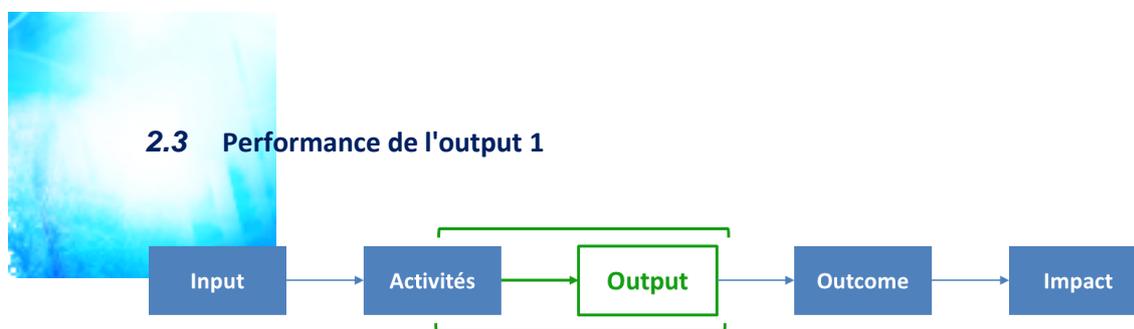
2.2.3 Impact potentiel

L'appropriation et la capitalisation de l'expérience par les différentes structures appuyées et le développement de leurs capacités contribueront à la gestion performante des interventions du secteur avec comme corollaire la maîtrise du celui-ci.

Ceci permettra de soutenir l'élaboration de programmes et de projets pertinents en cohérence avec les stratégies nationales (stratégies sectorielle de l'EPSP et du sous-secteur de l'ETFP) pour un développement consolidé.



2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : <i>L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle.</i>					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2015
N. de postes comblés	0	21	21	22	22
% employés féminins	0	19	19	30	30
% employés formés	0	84	84	100	100
N. de marchés passés	0	78	110*	54	60
Proportion (%) des employés utilisant les connaissances acquises dans leur travail quotidien	0	100	100	100	100
Taux de consommation du budget consacré au résultat 1	0	55,6	74	85	100

- Prise en compte des appuis apportés aux projets dans la passation de leurs marchés publics.

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Affectation progressive des ressources de l'UCAG	x			
2. Affectation progressive des moyens de fonctionnement de l'UCAG	x			
3. Réhabilitation et équipement des locaux de l'UCAG	x			
4. Acquisition du matériel des UCAG	x			
5. Renforcement des compétences des membres de l'équipe UCAG		x		
6. Accompagnement de la mise en place et du bon fonctionnement de l'UCAG - Élaboration des manuels de procédure		x		
7. Promotion des thèmes transversaux			x	

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

L'UCAG est effectivement opérationnelle parce que :

1. Tout le personnel prévu est en place, il est constitué du personnel sous contrat CTB et celui mis à disposition par le Ministère. Il convient toutefois de noter l'instabilité de certains agents (9 départs sur un effectif de 21 agents représentant 42.8%) parmi lesquels 2 ATI et 1 membre de l'équipe venant du Ministère partenaire. Ce phénomène concerne particulièrement le personnel à contrat CTB (66,7%).

Pour ce qui est du renforcement des compétences du personnel de l'UCAG, 14 formations ont été organisées dans divers domaines au profit de 21 membres de l'équipe du projet. Ce renforcement de compétences se poursuivra en 2015.

Il sied de souligner que l'implication directe des fonctionnaires mis à disposition par le Ministère dans l'exécution de toutes les activités entreprises par le projet contribue de façon durable au renforcement de leurs compétences. Ce qui ne manquera pas de produire des effets multiplicateurs pérennes dans le cadre de transfert des compétences.

2. Tous les moyens de fonctionnement sont disponibles, ce qui permet une exécution aisée, harmonieuse et efficace du projet.

3. Tous les équipements nécessaires pour le bon fonctionnement de l'UCAG ont été acquis. Il s'agit entre autres de : 4 véhicules, 1 groupe électrogène de 30 KVA, 20 ordinateurs et leurs accessoires nécessaires, 1 imprimante à grand débit, 2 imprimantes en couleur, 6 fontaines. Tous ces matériels sont opérationnels. En cas de défaillance, ils sont consécutivement remplacés.

4. Tous les locaux (bureaux, salle de réunions, sanitaire, etc.) abritant le projet ont été réhabilités et récemment rafraîchis. Le personnel travaille dans un environnement favorable.

5. Deux manuels de procédures ont été produits l'un sur les marchés publics et l'autre sur la gestion administrative et financière, bien que le dernier n'ait pas encore été diffusé auprès des membres de l'UCAG. Le partage de ce dernier sera assuré en 2015.

6. Tous les rapports techniques et administratifs exigés sont produits et transmis dans les meilleurs délais.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 :

Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2015
Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain	0	10	12	24	32
Nb d'employés formés en gestion des projets et travail en équipe	0	14	22	54	84
% de Femmes formées	0	21	32	50	50
Nb de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux	0	0	0	4	16
Proportion (%) de personnes utilisant les connaissances acquises lors des formations dans leur travail quotidien	0	17	26.2	64	100
Nb d'agents des structures provinciales impliqués dans la gestion des projets	0	6	7	40	47
Taux de consommation du budget consacré au résultat 2	0	26	35.5	85	100

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales activités</u> ²	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Renforcement des compétences des équipes de projets			x	
2. Appui à la gestion des projets sectoriels			x	
3. Appui à la gestion des projets hors secteur		x		
4. Appui à la promotion des thèmes transversaux				x

² A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Le démarrage retardé des projets provinciaux du PIC 2010-2013 ne permet à l'UCAG de renforcer que les capacités de l'équipe du seul projet EDUKAT. Par conséquent les principales activités dédiées à cette composante s'en retrouvent peu avancées.

Notons cependant que l'UCAG a apporté un appui aux projets de l'ancien PIC ainsi qu'à un projet IS. Et, 44 membres des équipes de projets AETFP et APEP dont 17 femmes ont été impliqués dans 12 formations organisées au profit du personnel de l'UCAG. Le personnel du projet EDUKAT vient de bénéficier de deux formations assurées par le personnel de l'UCAG. Il s'agit de la formation en gestion administrative et financière et de celle se rapportant à la gestion et à la passation des marchés publics. D'autres formations (4) sont prévues pour les membres des 4 projets du PIC 2010-2013 au cours de l'année 2015.

Les 2 projets clôturés (AETFP et APEP) ont été appuyés par le personnel de l'UCAG dans les domaines de la gestion comptable et

financière, de la gestion et passation des marchés publics (59 marchés publics pour un montant total de 3 807 423€) et de reportage.

Cet appui se poursuit aujourd'hui avec EDUKAT et devra s'étendre aux 3 autres projets qui sont en phase de démarrage.

L'appui à la gestion des projets hors secteur a porté essentiellement sur la gestion et la passation de 71 marchés publics des ministères de la Santé Publique et de l'Agriculture ainsi que de la Représentation de la CTB à Kinshasa pour un montant global de 6 089 728€.

Il ressort de ce qui précède que l'UCAG apporte aux équipes de projet certains appuis dans différents domaines liés à la gestion de leur projet. Il conviendra, cependant, en 2015, d'accélérer sensiblement le rythme de ces appuis et cela grâce, notamment, à la mise en place des nouveaux volets provinciaux.



2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 :

Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans les différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2015
N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)	0	93	103	70	78
% de Femmes formées	0	15	17	30	30
Proportion (%) de personnes utilisant les connaissances acquises dans leur travail quotidien	0			100	100
Proportion (%) de personnes utilisant le matériel acquis dans leur travail quotidien	0		100	100	100
Taux de consommation du budget consacré au résultat 3	0	20	44 ³	85	100

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Analyse et renforcement de la structure organisationnelle des structures identifiées du MEPSP au niveau central		x		
2. Renforcement des compétences du personnel clé des structures identifiées du Ministère		x		
3. Amélioration des infrastructures des structures identifiées du Ministère	x			
4. Renforcement des capacités technologiques des structures identifiées du Ministère.	x			
5. Renforcement des capacités matérielles des structures identifiées du Ministère	x			
6. Appui à la coordination des interventions du secteur	x			
7. Appui à la promotion des thèmes transversaux		x		

³Taux calculé sur base des données issues du réajustement budgétaire autorisé par la SMCL du 1^{er} juillet 2014.

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

5 structures du ministère central (SG, DEP, DSG, EVF, CGMP) ont été analysées par l'UCAG. Le processus de recrutement d'un consultant pour la restructuration du MINEPSP (cadre organique, définition des fonctions, de profil et des effectifs) est en cours.

En ce qui concerne le renforcement des compétences du personnel clé des structures identifiées du Ministère central, l'UCAG a organisé 10 formations au profit de 117 fonctionnaires dont 20 femmes dans divers domaines. Il convient de signaler en outre que l'UCAG assure le suivi de l'exécution des plans de formation qui ont été élaborés, sur financement UCAG, au profit des services centraux ciblés mais pris en charge par le projet bourses. Il faudrait toutefois noter que les formations planifiées en 2014 n'ont pas pu se réaliser pour des raisons avancées plus haut (cf contexte). Mais, l'UCAG poursuit ses efforts de renforcement des compétences en parachevant son plan de formations en 2015.

Quant à l'amélioration des infrastructures, la salle d'attente du SG a été cloisonnée, 2 bureaux annexes de la DEP et les salles de réunion du SG et de la DETFP ont été réhabilités. Des retouches mineures ont été réalisées dans les bâtiments de la DSG. Les locaux de la Cellule ministérielle de gestion des projets et des marchés publics ont été réhabilités et équipés. La Direction des programmes scolaires et matériels didactique a été raccordée au réseau électrique après une année de rupture de fourniture énergétique. Les parties communes de la DIPROMAD/UCAG ont été rénovées. Un groupe électrogène de 20 KVA a été livré et installé au Secrétariat général. La direction de l'ETFP, qui n'a pas été ciblée au départ, a cependant bénéficié de l'appui de l'UCAG et

son cadre de travail s'en trouve amélioré. En effet, le comité de partenaire avait recommandé de prendre en compte la direction qui gère l'ETFP au niveau national parmi les services ciblés conformément aux priorités du PIC 2010-2013.

Le renforcement des capacités technologiques des structures identifiées du Ministère a consisté à la mise à disposition de matériels bureautiques et informatiques (photocopieurs, ordinateurs, imprimantes et accessoires) à la DSG. Les services centraux initialement ciblés bénéficient d'une connexion internet. Et, le renforcement des capacités de la DEP pour accueillir la base des données de la PGAI (Plateforme de gestion de l'aide internationale) est effectif. L'UCAG prend, de plus, en charge l'entretien des équipements livrés ainsi que la fourniture périodique des fongibles.

S'agissant du renforcement des capacités matérielles, l'appui a concerné en 2012-2013 la fourniture de mobiliers de bureau au Secrétariat général et à la DSG. La DEP, en tant que structure pérenne bénéficiera d'un appui similaire en 2015.

Concernant la coordination des interventions du secteur, l'UCAG poursuit son appui à l'expert chargé du suivi et de la coordination de l'ETFP à la CAT ainsi qu'au Comité de concertation ETFP. Elle a en outre appuyé l'élaboration de la cartographie des interventions en ETFP. Le document produit a été approuvé par le Comcon ETFP et il est présentement disponible à l'UCAG. Il sera bientôt remis au MINEPSP pour sa mise à jour régulière par une structure attitrée. Elle assure conjointement le suivi de l'élaboration de la stratégie sous-sectorielle de l'ETFP avec le Programme d'Etudes et d'Expertise.

2.6 Performance de l'output 4

2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 :

Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2015
N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)	0	125	125	130	150
% de Femmes formées	0	10	10	30	30
Proportion (%) de personnes utilisant les connaissances acquises dans leur travail quotidien	0				100
Proportion (%) de structures utilisant au quotidien le matériel acquis	0	50	100	100	100
Proportion (%) de structures disposant d'un cadre de travail amélioré	17	33	67	75	100
Taux de consommation du budget consacré au résultat 4	0	22	68.6	85	100

2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités ;	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Analyse et renforcement de la structure organisationnelle des structures déconcentrées du Ministère		x		
2. Renforcement des compétences du personnel clé des structures identifiées du Ministère dans les zones de concentration			x	
3. Amélioration des infrastructures des structures déconcentrées du Ministère		x		
4. Renforcement des capacités technologiques des structures identifiées du Ministère	x			
5. Renforcement des capacités matérielles des structures identifiées du Ministère	x			
6. Appui à la promotion des thèmes transversaux		x		

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

6 structures déconcentrées de l'EPSP (Divisions Provinciales ciblées) ont été analysées par l'UCAG. Toutefois, l'approfondissement de cette analyse qui devrait aboutir à mettre un lien entre l'analyse

de fonctionnement et les grandes réformes attendues dans le sous-secteur de l'EPSP en particulier et de la fonction publique en général reste soumis à l'état d'avancement de ces réformes. Il est à noter que le processus de

restructuration du MINEPSP envisagé au niveau central aura inévitablement des retombées au niveau des entités déconcentrées.

En ce qui concerne le renforcement des compétences du personnel clé des structures déconcentrées, l'UCAG a appuyé 5 formations au bénéfice de 125 fonctionnaires dont 13 femmes dans différents domaines. Ces formations contribuent à l'amélioration des compétences des bénéficiaires afin de les préparer à mieux s'impliquer dans la gestion des projets du PIC 2010-2013. Les 6 équipes des Divisions provinciales ciblées ont été en outre accompagnées par le personnel de l'UCAG dans l'élaboration de leurs stratégies sectorielles locales de l'ETFP tandis que la formation en bureautique se poursuit, malgré quelques difficultés inhérentes au contexte local, à Gemena et à Lisala. Plusieurs activités de formation planifiées en 2014, qui demeuraient en attente d'une approbation définitive, seront finalement exécutées en 2015.

S'agissant des infrastructures des structures déconcentrées, l'UCAG a déjà réhabilité 3 bâtiments administratifs des Divisions provinciales EPSP ciblées (Kasaï Oriental 1, Katanga 4 et Province Orientale 1). Elle a construit 2 bâtiments annexes dans deux Divisions Provinciales EPSP (Katanga 1 et Province Orientale 1). La Division provinciale de l'EPSP Orientale 1 a été en outre raccordée au réseau électrique de la SNEL ce qui lui permet, à présent, d'utiliser tous ses matériels de bureau. La réhabilitation du bâtiment administratif de l'Equateur 2 et la construction du bâtiment administratif de l'Equateur 4 se poursuivent.

Quant au renforcement des capacités technologiques, 100% des 6 Divisions provinciales ciblées ont acquis le matériel

informatique et bureautique nécessaire au bon fonctionnement de leurs services. Il convient de signaler en outre que les Divisions provinciales de l'Equateur 2 et 4 dépourvues d'énergies électriques ont été dotées, par l'UCAG, de panneaux solaires.

Le projet a en outre mis à la disposition des 6 Divisions provinciales ciblées du mobilier (90 bureaux, 79 chaises, 25 étagères...) qui faisait défaut.

Il se dégage de tout ce qui précède que les constructions, réhabilitations et différents équipements contribuent à améliorer les conditions et le cadre de travail de chacune des 6 divisions provinciales de l'EPSP. Le renforcement des compétences de leur personnel qui se poursuit participe aussi à l'amélioration des rendements.



2.7 Performance de l'output 5

2.7.1 Progrès des indicateurs

Output 5 :

Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2015
N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)	0	3	10	28	28
% de Femmes formées	0	0	29	30	30
Proportion (%) de personnes utilisant les connaissances acquises dans leur travail quotidien	0				100
Proportion (%) de structures ciblées utilisant au quotidien le matériel acquis	0	50	100	100	100
Proportion (%) de structures disposant d'un cadre de travail amélioré	50	50	75	75	100
Taux de consommation du budget consacré au résultat 5	0	16.5	40	85	100

2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Analyse et renforcement de la structure organisationnelle des structures concernées du Ministère provincial du MEPSP		x		
2. Renforcement des compétences du personnel clé du Ministère Provincial			x	
3. Amélioration des infrastructures des structures identifiées du Ministère		x		
4. Renforcement des capacités technologiques des structures identifiées du Ministère.	x			
5. Renforcement des capacités matérielles des structures identifiées du Ministère.	x			
6. Appui à la coordination des interventions du secteur				x
7. Appui à la promotion des thèmes transversaux		x		

2.7.3 Analyse des progrès réalisés

Le fonctionnement des 4 ministères ciblés a été analysé par l'UCAG en 2012. Mais, l'approfondissement de cette analyse reste

soumis à l'état d'avancement du processus de décentralisation.

Le renforcement des compétences a concerné 40 agents des ministères provinciaux en charge de l'EPSP. Ils ont été formés en bureautique et 3 parmi eux ont participé à la formation en élaboration de stratégie/politique sectorielle. Ils assurent le suivi des travaux des stratégies locales de l'ETFP en préparation au niveau des structures déconcentrées (Divisions Provinciales de l'EPSP) de leurs provinces respectives. La formation en bureautique se poursuit à Mbandaka (Equateur). L'effort de renforcement des compétences se poursuivra en 2015 à travers des formations dans le domaine de la gestion des projets de développement et planification, et en suivi et évaluation.

Quant au point focal, seul le Ministère Provincial de l'Equateur a désigné son propre point focal. C'est ainsi que le suivi des activités réalisées au niveau des structures décentralisées est assuré par les points focaux des structures déconcentrées.

Le bâtiment abritant le Ministère provincial de l'Equateur a été agrandi et réhabilité. Le DAO pour la construction de celui du Ministère provincial de l'Orientale est lancé. La

construction de ce bâtiment a été quelque peu retardée par des questions foncières qu'il fallait préalablement régulariser.

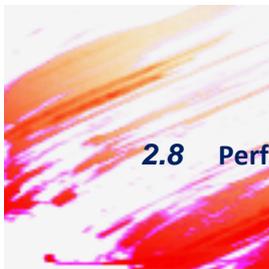
Par ailleurs, le bâtiment du Ministère Provincial du Katanga, en bon état, et donc ne nécessitant pas d'intervention, ainsi que celui du Kasai Oriental, en location, donc non éligible, n'ont par conséquent pas été réhabilités.

Tous les quatre ministères provinciaux en charge de l'EPSP ciblés ont été équipés en mobilier (bureaux, chaises, étagères et armoires). Et, à l'exception du Katanga, ces mêmes ministères ont bénéficié de dotations informatiques et bureautiques.

Les retards dans la mise en place des mécanismes appropriés de concertation et le démarrage tardif des projets du PIC 2010-2013 empêchent d'engager l'appui destiné à la coordination des interventions au niveau provincial.

Tous ces différents appuis ont contribué à l'amélioration du cadre de travail du personnel desdites structures et à augmenter leurs performances.





2.8 Performance de l'output 6

2.8.1 Progrès des indicateurs

Output 6 :

Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de l'EPSP de communication sont améliorés

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2015
Taux de réalisation du plan de communication élaboré	0	35	70	80	100
N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus.	0	5	12	24	32
Taux de réalisation du blog	0	100	50	100	100
Nombre d'internautes ayant consulté le blog	0	500	902	1000	1500
Taux de consommation du budget consacré au résultat 6	0	13.7	40	85	100

2.8.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Renforcement des capacités matérielles de la Cellule et de la Plate-forme de Communications		x		
2. Renforcement technologique de la Cellule (Plate-forme) de Communications		x		
3. Appui à l'élaboration et à la réalisation d'un plan de communication		x		
4. Appui au développement et à la mise en ligne du blog	x			
5. Appui à la promotion des thèmes transversaux	x			
6. Communication pour le Développement		x		

2.8.3 Analyse des progrès réalisés

Le renforcement des capacités et de fonctionnement de la plate-forme de communication de l'EPSP se poursuit. C'est dans ce cadre que se justifient les appuis apportés par l'UCAG aux différentes composantes de cette plate-forme.

La radio scolaire a bénéficié d'équipements modernes professionnels pour améliorer son fonctionnement. Ces équipements ont

contribué à augmenter le rendement de ce service de la Dipromad.

La Direction de l'UCAG a réceptionné l'état de besoin de la cellule ministérielle de communication qu'elle est en train d'exploiter avant de décider sur les actions subséquentes à mener avec elle.

La cellule communication de l'UCAG a bénéficié de l'acquisition d'applications et

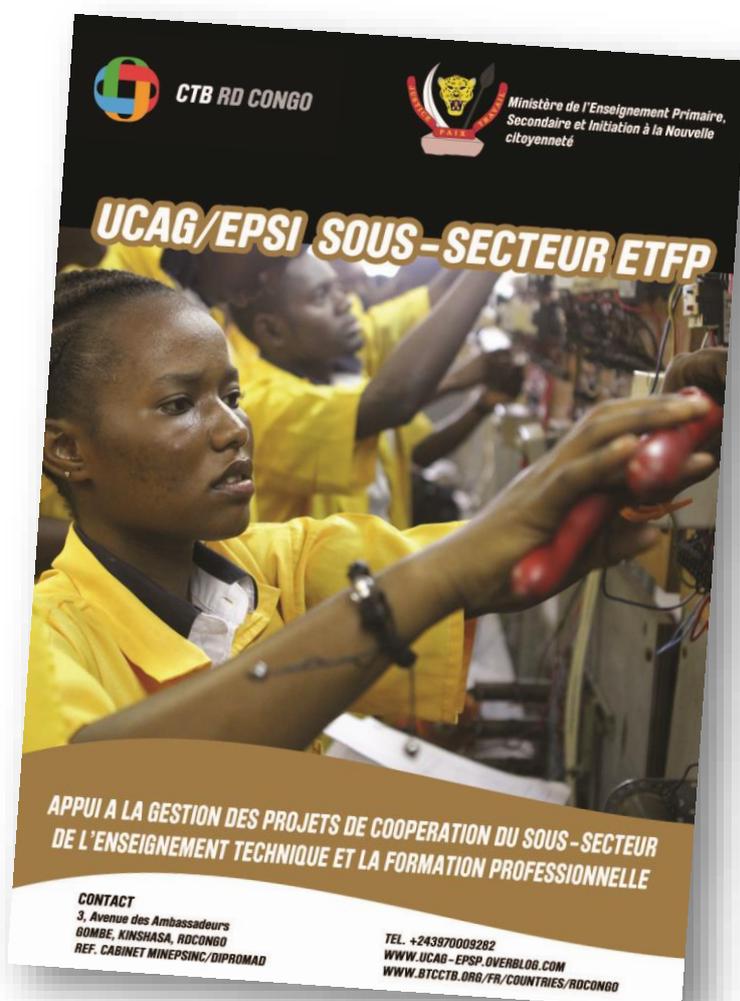
d'équipement professionnel ainsi que de formations spécifiques, cela en vue d'améliorer ses différentes publications et communications.

Le plan de communication élaboré en 2012 est mis en exécution par l'UCAG, et son taux d'exécution est estimé à ce jour à 70 %.

Si le blog de l'UCAG est consulté par les internautes, il est convenu qu'il devra régulièrement être mis à jour.

2 types de dépliant, « ETFP notre engagement » et « UCAG/EPSP » reproduits en 500 exemplaires chacun ont été distribués et

la revue de l'UCAG intitulée « ECHOS ET PERSPECTIVES D'UN PROJET A MI-PARCOURS » a été publiée et imprimée en 250 exemplaires. Elle a été diffusée auprès des structures ciblées et de différentes autorités provinciales et nationales. 5 types d'affiches reproduits en 200 exemplaires chacun et le calendrier UCAG 2014 produit en 250 exemplaires ont également été diffusés auprès des structures ciblées et des différentes autorités nationales. Des notes d'informations sont régulièrement préparées pour renseigner l'autorité ministérielle de l'EPSP sur l'état d'avancement des activités de l'UCAG et des projets qu'elle appuie.





2.9 Thèmes transversaux

Pour entreprendre ses activités relatives aux thèmes transversaux, l'UCAG a trouvé pertinent de travailler en collaboration avec la Direction de l'Éducation à la Vie Familiale qui s'occupe de ces aspects au sein du ministère. C'est aussi une façon de renforcer les capacités du ministère dans l'exécution de son programme de travail sur les thèmes transversaux.

Grâce à cette collaboration, il sied de rapporter ce qui suit :

- L'atelier provincial de formation déjà organisé dans 4 sites ciblés sur les 7 s'est poursuivi dans les 3 sites restant, à savoir Gemena, Mbandaka et Lisala. Au total 41 fonctionnaires des services déconcentrés et 88 enseignants de cours d'Éducation à la Vie Familiale des écoles techniques ont été formés sur les principes d'intégration de la dimension genre, de la prévention du VIH SIDA et la protection de l'environnement. 450 élèves ont été aussi sensibilisés sur les thèmes précités.
- Pour promouvoir et pérenniser les acquis des activités précitées au niveau des écoles techniques et professionnelles, il a été mis en place des clubs scolaires. Dans l'ensemble, 118 clubs scolaires installés dans les différentes zones de concentration sont opérationnels dans les écoles pilotes. Ces clubs scolaires sont animés par les élèves sensibilisés sous l'encadrement de leurs enseignants formés
- Pendant l'atelier provincial de formation cité ci haut, 90 dépliants sur le genre, le VIH et l'environnement en raison de 30 par site ont été distribués publiés aux fonctionnaires, aux enseignants ainsi qu'aux élèves représentant les clubs scolaires des zones ciblées.
- 1000 exemplaires du programme national d'éducation à la vie familiale ont été imprimés et distribués dans les écoles techniques et professionnelles. 31 inspecteurs de l'enseignement technique, 13 conseillers d'enseignement de différents réseaux conventionnés, 16 fonctionnaires ainsi que 6 points focaux de l'UCAG et 6 Chefs de bureau provincial d'éducation à la vie ont été formés à l'utilisation de ce programme.
- La maquette de la bande dessinée sur les thèmes transversaux (genre, VIH, environnement et paix) destinée à la sensibilisation des élèves est finalisée et l'album est en cours d'impression. Un guide pédagogique pour son utilisation est en cours d'élaboration.
- Une enquête sur les conditions de travail du personnel féminin des structures centrales et déconcentrées ciblées du MINEPSP a été réalisée, les résultats sont disponibles et la publication devra intervenir au cours du premier trimestre de l'exercice 2015.

2.9.1 Genre

L'UCAG tient compte de l'intégration de la dimension genre dans toutes ses activités autant que dans celles qu'elle appuie. Elle met un accent particulier sur la représentation de tous dans la participation aux activités. C'est d'ailleurs dans ce cadre que l'UCAG a appuyé l'enquête sur les conditions de travail des femmes. On peut noter par ailleurs que sur les 21 postes de travail couverts au sein de l'UCAG, les femmes occupent 19 % de ceux-ci.

Les activités sur les thèmes transversaux s'adressent indistinctement à toutes les personnes cibles comme l'illustre le tableau ci-dessous ;



N°	Activités sur les TT réalisées en 2014	Participation				Observations
		H	F	HF	% F	
01	Atelier de formation sur les principes d'intégration de la dimension genre, la prévention des IST-VIH/Sida et la protection de l'Environnement (Gemena, Mbandaka et Lisala)	61	17	88	19,3	Enseignants formés
		33	8	41	19,5	Fonctionnaires déconcentrés formés
		215	235	450	52,2	Elèves sensibilisés
02	Atelier de présentation des résultats de l'enquête sur les conditions de travail des femmes œuvrant au sein des services centraux du ministère de l'EPSP	28	43	71	60,5	
03	Atelier d'enrichissement et de validation des scripts de la bande dessinée sur les thèmes transversaux ;	9	8	17	47,1	
04	Atelier de validation de draft des scénarios imagés de la bande dessinée sur les TT	12	7	19	36,8	
05	Atelier de formation des Inspecteurs Provinciaux à l'utilisation du programme national d'Education à la Vie Familiale	60	11	71	15,5	
06	Atelier de sensibilisation de lutte contre le VIH/Sida du personnel des services centraux de l'EPSP en marge des activités de célébration de la Journée Mondiale Sida 2014.	48	25	73	34,3	
07	Atelier d'enrichissement et de validation du Guide pédagogique de la bande dessinée sur les TT	9	4	13	30,8	

2.9.2 Environnement

Plusieurs actions de L'UCAG, dans son quotidien, a le souci de la protection de l'environnement (gestion rationnelle énergétique, propreté, l'UCAG privilégie l'achat des mobiliers de fabrication artisanale locale.

Des dépliants sur les TT sont diffusés auprès des fonctionnaires provinciaux, des enseignants et élèves de l'ETFP sans

distinction de sexe pour renforcer les acquis de la formation (accent particulier sur la gestion des déchets dans les établissements techniques et professionnels).

Cet aspect a aussi été développé dans la partie réservée à l'environnement dans la bande dessinée sur les TT avec comme titre « Gestion des déchets ».



2.9.3 VIH/SIDA

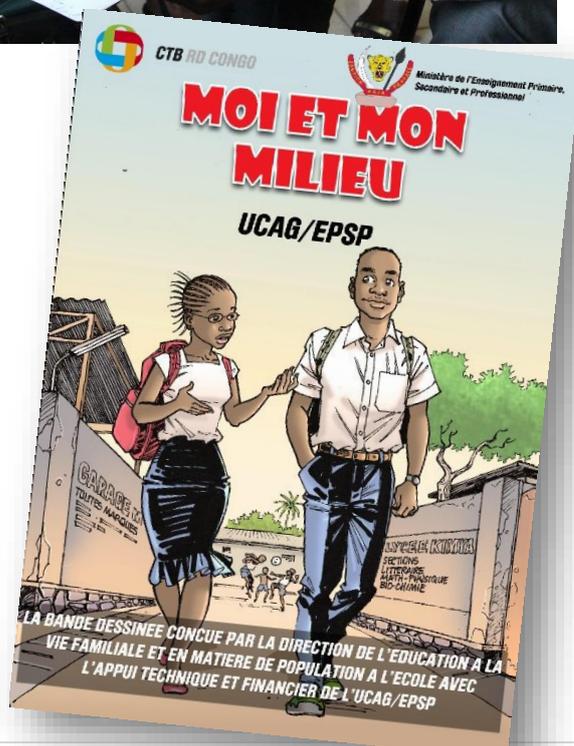
Le VIH/SIDA constitue une des préoccupations de l'UCAG-EPSP. Il a fait partie des objectifs principaux de l'atelier de formation tenu les sites ciblés sur les TT et des supports de sensibilisation (Programme national d'Education à la Vie Familiale, Bande dessinée sur les TT).

Egalement en marge de la célébration des activités de la Journée Mondiale Sida 2014, 73 fonctionnaires de l'EPSP dont 25 femmes ont été sensibilisés sur la prévention du VIH/SIDA lors d'un atelier appuyé par le projet.



2.9.4 Paix

La République Démocratique du Congo est un pays post conflit et certaines régions constituent des zones de tension, il était important de prendre en compte l'aspect Paix dans la production des supports de sensibilisation appuyés par l'UCAG. Ainsi, la bande dessinée sur les thèmes transversaux a réservé une partie intitulée « Bâtissons la paix ».



2.10 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Sous financement chronique du secteur de l'Education	Démarrage	DEV	High	Medium	High Risk	Plaidoyer budgétaire Promotion de financement complémentaire des écoles ETFP	Gouvernement	Q 2014	Enveloppe budgétaire en augmentation quasi annuelle	En cours
L'insécurité (surtout à l'Est) limite l'exécution des activités dans certaines zones	Démarrage	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Négociations niveau international	Gouvernement	Q4 2013	Signature des accords politiques	En cours
Retard dans la Réalisation de la Réforme de la Fonction Publique	Démarrage	DEV	High	Medium	High Risk	Dialogue politique	Gouvernement	Q2 2014	Existence des textes mais pas de progrès notables	En cours
Retard dans le Processus de la mise en place de la décentralisation	Q1 2012	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Travailler directement avec les structures déconcentrées	Gouvernement	Q 2014	Existence de la loi sur la décentralisation mais reste sans application	En cours
Accès difficile aux données financières des structures ciblées des Ministères	Q1 2012	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Instruction du SG au gestionnaire des crédits du Ministère central	MINEPSP/SG	Q 2014	En cours	En cours
Existence de 22 Directions administratives au sein de l'EPSP avec duplication des rôles, vieillissement du personnel et inadéquation des profils aux fonctions occupées	Démarrage	DEV	High	Medium	High Risk	Restructuration du Ministère	MINEPSP avec appui UCAG	Q 2014	Recrutement d'un consultant pour définir le cadre organique, les fonctions et les profils.	En cours

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

Comme déjà signalé plus haut, les activités du projet se sont bien déroulées dans les différents domaines d'intervention. Il y a lieu de signaler, néanmoins qu'en ce qui concerne le renforcement des capacités, plusieurs formations ont été organisées comme le démontrent les indicateurs, certes sauf celles relatives au personnel de l'UCAG. Elles avaient été planifiées en interne mais ne purent être validées en raison des divergences de vues au sein de l'équipe de gestion du Projet.

Dans la nouvelle dynamique, il est acquis de renforcer cette dimension et contribuer ainsi à l'atteinte de l'objectif spécifique, les formations planifiées et remises en cause en 2014 ont été mises à jour pour 2015.

Deuxième domaine où les activités ne sont pas bien déroulées est celui en rapport avec le

résultat 5 : les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement. Cette situation s'explique par le fait que d'une part, les projets provinciaux du PIC 2010-2013 n'étaient pas encore opérationnels et d'autre part, qu'aucun mécanisme de coordination des interventions n'a été mis en place jusqu'ici au niveau des provinces. Pour permettre aux Ministres provinciaux de réaliser cette coordination, un mécanisme de coordination est en préparation au niveau national afin de le partager avec les Ministres provinciaux en charge de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans les zones de concentration.

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
1. <i>La réactualisation des formations en rapport avec l'out come qui n'ont pas été organisées ;</i>	<i>Direction de l'UCAG</i>	<i>Q1 2015</i>
2. <i>La préparation de mécanisme de coordination des interventions pour les Ministres provinciaux</i>	<i>2. UCAG/CABINET</i>	<i>Q1 2015</i>

3.2.1 Les conclusions de l'Evaluation à mi-parcours

Au premier trimestre 2014, s'est tenue une évaluation à mi-parcours des UCAG qui a pointé quelques faiblesses et a conduit aux conclusions suivantes.

L'efficacité des activités à contribuer au renforcement des capacités des ministères centraux et provinciaux à gérer et suivre les projets/programmes des PIC n'est pas encore visible. L'appui à la gestion des projets est efficace et représente une véritable plus-value pour les programmes mais il ne génère pas encore d'effets sur les capacités de gestion et suivi des ministères centraux et provinciaux. La qualité des activités de renforcement de capacités proprement dites, même si elle peut encore être améliorée en termes de ciblage et de contenu, répond au besoin de développement organisationnel des ministères.

L'efficacité des projets UCAG souffre de coûts élevés en ressources humaines. Ces coûts sont générés par la gestion et le suivi financier et des marchés publics ainsi que les primes à verser aux ressources humaines congolaises, les retards dans la mise en œuvre des réformes et des retards dans la formulation des nouveaux programmes.

L'efficacité globale (effets réels au niveau de l'OS au regard des investissements dans les domaines concernés pour atteindre le résultat

ciblé) demande d'être améliorée par un focus plus intensif sur le renforcement des capacités du Ministère central, des structures déconcentrées et des Ministères provinciaux.

A ce jour, les cadres de gestion et de suivi des politiques sectorielles restent rudimentaires et suspendus à l'implémentation des réformes au sein des institutions partenaires. Dès lors, les investissements engagés dans le développement organisationnel et institutionnel – R3, R4, R5, R6 et (R7 pour l'UCAG MINIDER) – ne pourront pas produire des effets au niveau de l'OS dans le délai imparti. Les budgets alloués pour le renforcement de capacités apparaissent également limités compte tenu de l'ambition ce qui pourrait s'avérer restrictif dans les deux années à venir.

La définition de l'OS n'est pas bien précise. Ces indicateurs sont restés des variables qui reflètent mal la portée de l'OS et qui ne sont pas mesurables. L'OS ne permet pas non plus de mesurer les effets positifs générés par le R2 (appui direct à la gestion des projets/programmes). Il en découle que les anciens projets PIC sont appuyés et clôturés et que le retour sur investissement dans ce domaine de résultats ne se reflète pas dans les indicateurs de l'OS.

Le volet appui institutionnel (R7 du MINIDER) est opportun et pertinent par rapport aux besoins des ministères partenaires mais il est complexe à articuler au sein des UCAG. Il présente toutefois un risque et en même temps une opportunité quant aux capacités institutionnelles à faire fonctionner un système aussi intégré.

En conclusion, les délais impartis sont insuffisants compte tenu de la logique d'intervention retenue dans le contexte d'intervention.

L'ancrage des UCAG au niveau du SG de chaque Ministère au niveau central est approprié et pertinent pour le renforcement des capacités de gestion et de suivi des directions nationales, pour le transfert de ces compétences vers le niveau déconcentré et décentralisé, et pour la coordination efficace des programmes sectoriels. C'est encore à ce niveau que se prennent les décisions sur la mise en œuvre de la politique sectorielle et c'est aussi là où se situent les directions appuyées.

Avec la décentralisation en cours et avec la naissance des programmes provinciaux financés et mis en œuvre conjointement avec la CTB il faut redéfinir à tous les niveaux les fonctions du renforcement de capacités, le développement institutionnel et l'appui à la gestion des projets. Il nous semble logique de définir les besoins d'un appui à la gestion dans la perspective de cette décentralisation en cours, la mise en œuvre des programmes provinciaux et l'atteinte des objectifs spécifiques (au niveau des bénéficiaires) de ces programmes dans un contexte de la politique nationale et provinciale. La décentralisation aux gouvernements provinciaux, notamment en matière de définition, planification et suivi des politiques agricoles, développement rural et formation technique professionnelle, remet en question un ancrage seulement au niveau central dans l'avenir.

La pertinence de la mission de renforcement de capacités des institutions partenaires est d'autant plus forte dans le contexte de réforme de la RDC. Des solutions pour mitiger les risques quant à la durabilité des acquis ont déjà été identifiées par les UCAG et sont à l'œuvre. La question de la pertinence se pose davantage vis-à-vis de l'échéance des projets UCAG fixée à 2015, échéance qui apparaît trop rapprochée dans le contexte.

L'articulation des différents niveaux d'appuis aux projets – CTB Bruxelles, représentation, UCAG – souffre de quelques faiblesses à ce jour, notamment avec le développement d'une approche programmatique du PIC 2010-2013. La pertinence des missions des UCAG vis-à-vis des programmes provinciaux n'est pas remise en cause, mais appelle à une révision de l'articulation entre ces différents niveaux d'appui.

La coresponsabilité est globalement conforme à ce qui était décrit dans les DTF mais elle souffre des capacités faibles au sein des ministères partenaires. En matière de gestion des marchés publics, la responsabilité a été partagée aux différentes étapes de la passation des marchés conformément aux DTF.

Le faible développement et l'instabilité du cadre organisationnel des institutions partenaires n'ont pas encore permis de pérenniser les résultats à ce stade et la plus-value de la coresponsabilité n'est pas encore avérée.

L'engagement des partenaires est notable à tous les niveaux d'intervention et il existe des signes d'appropriation/réappropriation de stratégies et outils réactivés par les UCAG. L'appropriation effective et durable nécessitera l'engagement du partenaire dans l'amélioration de la gouvernance dans sa gestion des finances publiques et de la communication entre le niveau central et les provinces.

3.2.2 Les recommandations de l'évaluation et son suivi

De ce qui précède, la mission d'évaluation a fait certaines recommandations ou nous donnons aujourd'hui dans ce rapport de résultats, le statu et le suivi qu'il en est fait (processus en cours).

<i>recommandation</i>	<i>Prise en compte</i>
R1 : Réorganiser les UCAG AGRI et MINIDER en une unité conjointe d'appui à la gestion pour le ministère de l'agriculture et du développement rural.	<i>Sans objet pour l'UCAG-EPSP</i>
R2 : Sécuriser l'intégration des nouvelles unités formées par les UCAG. Conclure les négociations avec les ministères de la Fonction Publique, du budget et du Plan et convaincre les ministères de s'engager sur la mise à disposition des budgets de fonctionnement nécessaire à l'intégration et la stabilisation des nouvelles unités concernées pour la période de vie des UCAG.	<i>Sans objet parce que l'UCAG-EPSP n'a pas recouru à l'engagement des nouvelles unités</i>
R3 : Planifier pour une plus grande efficience R3.1 : Réviser les indicateurs de l'Objectif Spécifique L'objectif spécifique doit rester identique pour la période 2014-2015, mais avec une ambition réaliste (= les cibles de ses indicateurs) qui est révisée sur base d'une analyse des facteurs (contexte politique, réforme, décentralisation) et des acteurs (manque de moyens dans l'administration, pléthore du personnel prêt pour la retraite, les organisations qui ont peu de confiance en eux-mêmes, etc.).	<i>Tous les indicateurs ont été revus après la SMCL du 1er juillet 2014</i>
R3 : Planifier pour une plus grande efficience R3.2 : Réviser la logique d'intervention pour atteindre l'objectif spécifique D'ici à la fin des projets UCAG, il faut mettre plus d'accent sur la stratégie Renforcement des Capacités (RC) et cibler prioritairement les interventions ayant des effets directs sur la mise en œuvre des nouveaux projets en province dans tous les domaines de gestion, i.e. planification, suivi, finances, ressources humaines, aspects techniques, aspects institutionnels. L'approche RC doit être réaliste, compréhensive, holistique et flexible avec un focus permanent sur l'amélioration des performances de la structure ciblée.	<i>Le renforcement des capacités est basé sur les besoins exprimés par les bénéficiaires et traduits en termes de plan de formation</i>
R4 : Renforcer l'engagement des ministères partenaires dans le partenariat Pour que la coresponsabilité puisse générer une plus-value en termes de durabilité des acquis du renforcement de capacités, il faut renforcer le cadre organisationnel des ministères et de leur administration de façon à permettre une institutionnalisation des méthodes et outils transmis. Les coresponsables nationaux de	<i>La restructuration du MINEPSP ne relève pas de la compétence de l'UCAG, mais l'UCAG envisage d'appuyer le ministère dans ce processus.</i> <i>Il lui apporte déjà son appui en ce qui concerne :</i> <i>(1) l'élaboration de la stratégie du sous-secteur de l'ETFP via le Programme d'Etude et d'Expertise,</i>

<p>chaque UCAG doivent faciliter la mise en œuvre de cette recommandation pour optimiser les effets de la coresponsabilité sur le renforcement des capacités des ministères.</p>	<p><i>(2) la prise en charge de l'expert affecté à la CAT pour la coordination et le suivi de l'ETFP ;</i></p>
<p>R5. Accompagner le processus de décentralisation</p> <p>R5.1 : Etendre l'appui au développement institutionnel à tous les secteurs d'intervention des UCAG</p> <p>Les activités de l'UCAG MINAGRIDER contribuent à une réforme essentielle des institutions au niveau central, des provinces et des secteurs. C'est une approche intégrée qui contribue également au développement d'une gouvernance participative. Les institutions réformées doivent être renforcées pour exercer leurs nouvelles attributions et s'articuler au sein de chaque secteur – intégration verticale – et entre les secteurs – intégration transversale. Cette dimension "institutionnelle" est importante mais elle va au-delà de la mission actuelle des UCAG Agri et EPSP. Pourtant les faiblesses institutionnelles restent un frein au développement de l'approche programmatique du PIC 2010-2013. Il est donc recommandé d'appuyer le développement institutionnel dans les secteurs de l'agriculture et de l'enseignement technique et la formation professionnelle.</p>	<p><i>A l'UCAG-EPSP, l'aspect appui institutionnel est sans objet parce que non pris en compte dans le DTF.</i></p> <p><i>Toutefois, la participation active de l'UCAG à l'étude de la réorganisation institutionnelle du Ministère EPS-INC s'inscrit dans le cadre de la réflexion sur la rationalisation des institutions l'amélioration de leur efficacité qui intègre le processus de décentralisation.</i></p>
<p>R5.2 : Renforcer l'ancrage des UCAG au sein des SG des ministères au niveau central et réviser l'articulation entre les UCAG et les programmes du PIC 2010-2013.</p> <p>La décentralisation en cours demande à formuler de nouveau la question de l'ancrage. Avec le développement d'une approche programmatique au niveau des provinces, le maintien de la cohérence entre les programmes de la CTB en RDC nécessite aussi que les interactions entre les UCAG et les projets soient définies. Il est recommandé de :</p> <p>Renforcer l'ancrage des UCAG au niveau central par le développement d'une stratégie concertée de capitalisation pour l'harmonisation et la cohérence de la coopération belgo-congolaise.</p> <p>Clarifier les informations à échanger aux différents niveaux et formaliser le cadre d'échanges (y compris les points focaux des UCAG) et de concertation entre les UCAG et les programmes provinciaux.</p> <p>Il en résulte une révision des rôles des UCAG et des programmes provinciaux vis-à-vis des ministères au niveau provincial et des services déconcentrés.</p>	<p><i>La recommandation est pertinente et mérite une attention soutenue mais la solution relève sans doute de la compétence des instances de la CTB et non de l'UCAG, Car :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <i>1. L'un des axes de l'UCAG/EPSP est d'appuyer la gestion des projets de la CTB du secteur de l'éducation du PIC 2010-2013</i> <i>2. Or, ces projets viennent de démarrer à tour de rôle pendant que l'UCAG clôture en décembre 2015, donc il ne sera pas possible que l'UCAG puisse les appuyer comme elle a fait avec ceux du PIC précédent qui étaient également finissants ;</i> <p><i>Donc, envisager une prolongation de l'UCAG par les instances de la CTB serait une bonne façon de répondre à cette recommandation.</i></p>

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Pour mieux réaliser les activités prévues, il est très important que l'équipe du projet ait le même entendement du DTF et une bonne complémentarité.	Equipe de projet
La réussite pour l'atteinte des résultats demandent une très forte implication des bénéficiaires.	Equipe de projet et bénéficiaires
L'estimation des coûts par ligne budgétaire du DTF doivent tenir compte de l'ampleur des activités attendues dans chaque domaine d'intervention.	Equipe en charge de la formulation.



4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la PERTINENCE :
note totale

A

B

C

D

x

1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?

A

Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.

x

B

S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.

C

Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.

D

Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.

1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?

A

Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).

x

B

Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.

C

Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.

D

La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		x		

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

x	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.

2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?

	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
x	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.

2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?

	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux out come planifiés.
x	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		x		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		x		
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.		
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.		

X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision prise					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Prévoir pour chaque indicateur une valeur de base pour mieux ressortir le changement. Impliquer les membres de la SMCL pour l'obtention des données manquantes.	1er -juil-2014	Q3 2014	Rapport analyse de fonctionnement	SMCL	Lancement des procédures de restructuration	MINEPSP	Q2 2014	TDR recrutement d'un consultant international élaboré et MP en préparation	En cours
Faciliter à la DEP l'installation d'un équipement internet capable d'accueillir la base de données de la PGAI	1er -juil-2014	Q4 2014	Rapport analyse de fonctionnement	SMCL	Recrutement d'un expert pour l'élaboration d'un plan de formation au profit des 3 services centraux ciblés.	MINEPSP + UCAG	Q3 2013	Plan de formation élaboré pour chacun des 3 services concernés et transmis au projet Bourses.	Terminé
Publier la revue de l'UCAG avant la rentrée scolaire 2014-2015	1er -juil-2014				Recrutement d'un consultant pour la redéfinition des profils, des fonctions et des rôles	MINEPSP + UCAG	Q2 2014	TDR élaboré et marché en préparation	En cours
Réclamer auprès de l'Ambassade de France le paiement des frais de gestion du projet de formation des inspecteurs et professeurs de français au profit de l'UCAG (SDS).	1er -juil-2014	Q3 2014		SMCL	Services à analyser : EVF, Cellule Marché Public du MINEPSP	UCAG	Q3 2013	Les deux services analysés	Terminé

4.3 Cadre logique mis à jour

Objectif Général			
Les capacités du Ministère et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.			
Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif spécifique <i>Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration</i>	Nombre de Ministères coordonnant effectivement les différentes interventions dans leurs juridictions	Procès-verbaux de réunions de coordination entre le Ministère provincial et les interventions basées en province	Chaque ministère émet un arrêté ministériel fixant l'ancrage institutionnel de l'UCAG respective. Les contributions attendues de chacune des parties sont apportées en temps utile.
	Nombre de structures ayant développé et mis en œuvre leurs stratégies de gestion et de suivi des interventions	Rapports trimestriels et annuels de l'UCAG Evaluations externes	Le climat sociopolitique et/ou sécuritaire n'entrave pas la réalisation des projets / programmes.
	Nombre d'agents formés et impliqués dans les activités de suivi et coordination des interventions	Rapport de formations	<p>Le projet attire et retient les ressources humaines requises.</p> <p>Les parties s'entendent sur l'affectation de personnel technique déjà formé aux procédures et outils de la CTB pour un démarrage rapide et sans rupture de qualité.</p> <p>Les ressources affectées à l'UCAG sont stables.</p> <p>Le ministère fait preuve de leadership dans le renforcement des institutions concernées et dans la gestion du programme sectoriel.</p> <p>La répartition du budget favorise à la fois le renforcement aux niveaux national, déconcentré et décentralisé.</p> <p>La coopération belgo-congolaise s'opère dans le respect des modalités prévues, en coresponsabilité et dans un climat de travail favorisant l'efficacité.</p>

AXE 0 : MISE EN PLACE DE L'UCAG

AXE 1 : APPUI À LA GESTION DES PROJETS

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R2	Les capacités des équipes de projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée avec transfert de compétences au personnel des structures décentralisées et déconcentrées	1. Nombre de missions réalisées par l'UCAG sur le terrain.	Rapports trimestriels et annuels de mission.	Disponibilité des équipes projets.
		2. Nombre de personnes formées.	Rapports de formations	Manifestation d'intérêt aux formations proposées.
		3. Nb. de personnes des équipes projets formées/sensibilisées aux thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).	Rapports + plus liste des participants	Disponibilité et manifestation d'intérêt aux thèmes transversaux
		4. Proportion de personnes utilisant les connaissances acquises des formations dans le travail quotidien	Résultat d'enquête d'autosatisfaction et auprès des responsables hiérarchiques	La volonté de s'améliorer en vue de bénéficier davantage de la confiance de la hiérarchie
		Taux de consommation du budget consacré au résultat 2	Rapports FIT	Le décaissement à temps utile des moyens prévus pour l'activité.

AXE 2 : Renforcement des capacités de gestion et un appui à la coordination des interventions du secteur

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R3.	Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)	Rapports de formations et liste des participants	La planification des formations est approuvée et respectée.
		% de femmes formées	Rapports de formations et liste des participants	La présence de femmes dans des structures bénéficiaires répondant au profil
		% de personnes utilisant les connaissances acquises dans le travail quotidien	Résultat d'enquête d'autosatisfaction et auprès des responsables hiérarchiques	La volonté de s'améliorer en vue de bénéficier davantage de la confiance de la hiérarchie
		Taux de consommation du budget consacré aux thèmes transversaux.	Rapports FIT	Le décaissement à temps utile des moyens prévus pour l'activité
		Nombres de structures utilisant les matériels et équipements reçus	Résultat d'enquête auprès des structures bénéficiaires	Acceptation des missions d'enquête et le décaissement des moyens à temps utile.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R4.	Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)	Rapports de formation, registre de marchés publics et registre logistique	L'activité approuvée et le décaissement exécuté
		% de femmes formées	Rapports de formation, registre de marchés publics et registre logistique	La présence de femmes dans des structures bénéficiaires répondant au profil
		% de personnes utilisant les connaissances acquises dans le travail quotidien	Résultat d'enquête d'autosatisfaction et auprès des responsables hiérarchiques	La volonté de s'améliorer en vue de bénéficier davantage de la confiance de la hiérarchie
		Taux de consommation du budget consacré au résultat 4	Rapport FIT	L'activité approuvée et le décaissement exécuté

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R5.	Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)	Registre de marchés publics et registre logistique	L'activité approuvée et le décaissement exécuté
		% de femmes formées	Registre de marchés publics et registre logistique	L'activité approuvée et le décaissement exécuté
		% de personnes utilisant les connaissances acquises dans le travail quotidien	Résultat d'enquête d'autosatisfaction et auprès des responsables hiérarchiques	La volonté de s'améliorer en vue de bénéficier davantage de la confiance de la hiérarchie
		Taux de consommation du budget consacré au résultat 5	Rapport FIT	Le décaissement des moyens à temps utile

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R6	Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plateforme de communication sont améliorées.	Taux d'exécution du plan de communication.	Registre de marchés publics et registre logistique	Le respect dans l'exécution des activités planifiées
		Nombre de documents produits et diffusés	Registre de marchés publics et registre logistique	L'activité approuvée et le décaissement exécuté
		Nombre de dépliants diffusés	Registre de marchés publics et registre logistique	L'activité approuvée et le décaissement exécuté
		Nombre d'affiches diffusées	Registre de marchés publics et registre logistique	Acceptation des missions d'enquête et le décaissement des moyens à temps utile.
		Nombre de personnes formées sur les thèmes transversaux	Rapport de formation, Registre de marchés publics et registre logistique	L'activité approuvée et le décaissement exécuté
		Nombre de clubs scolaires opérationnels	Rapport de missions d'enquête	Acceptation des missions d'enquête et le décaissement des moyens à temps utile

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Non
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	janvier/2014 (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	septembre 2015 (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Aucune

4.5 Rapport « Budget versus Actuels 2014

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1015511

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel**

Budget Version : **C03**

Year to month : 31/12/2014

Currency : **EUR**

YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2014					Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
			2013	Q1	Q2	Q3	Q4					
A L'UCAG EST MISE EN PLACE		3.351.597,00	1.860.972,49	146.511,01	141.975,01	176.417,92	153.195,15	618.099,09	2.479.071,58	872.525,42	74%	
01 Affectation progressive de		2.719.097,00	1.499.430,07	131.173,01	125.803,37	142.977,00	131.204,09	531.157,48	2.030.587,55	688.509,45	75%	
01	Assistance technique	2.028.000,00	1.151.842,50	92.339,39	87.474,42	103.247,95	92.095,39	375.157,15	1.526.999,65	501.000,35	75%	
02	Coresponsable congolais	61.344,00	25.279,65	2.552,36	2.546,80	9.788,51	3.425,90	18.313,57	43.593,22	17.750,78	71%	
03	Staff national contrat CTB	334.400,00	191.040,37	20.104,79	19.026,78	13.830,02	17.068,69	70.030,28	261.070,65	73.329,35	78%	
04	Staff national contrat	295.353,00	131.267,55	16.176,47	16.755,37	16.110,52	18.614,11	67.656,48	198.924,03	96.428,97	67%	
02 Frais de fonctionnement		205.000,00	106.853,42	13.094,26	14.561,52	8.966,32	14.252,10	50.874,20	157.727,62	47.272,38	77%	
01	Frais de fonctionnement	205.000,00	106.853,42	13.094,26	14.561,52	8.966,32	14.252,10	50.874,20	157.727,62	47.272,38	77%	
03 Réhabilitation et		111.500,00	67.199,30	1.488,08		14.718,09	6.578,98	22.785,15	89.984,45	21.515,55	81%	
01	Réhabilitation des bureaux	111.500,00	67.199,30	1.488,08		14.718,09	6.578,98	22.785,15	89.984,45	21.515,55	81%	
04 Acquisition du matériel de		120.000,00	118.919,66	62,76	113,34			176,10	119.095,76	904,24	99%	
01	Véhicules	89.000,00	88.893,99						88.893,99	106,01	100%	
02	Équipement IT	31.000,00	30.025,67	62,76	113,34			176,10	30.201,77	798,23	97%	
05 Renforcement des		175.000,00	63.228,80	3.153,00	1.496,77	9.756,51	1.159,98	15.566,25	78.795,05	96.204,95	45%	
01	Formations initiales et	175.000,00	63.228,80	3.153,00	1.496,77	9.756,51	1.159,98	15.566,25	78.795,05	96.204,95	45%	
06 Accompagnement de la		1.000,00	977,28						977,28	22,72	98%	
01	Manuel de procédures	1.000,00	977,28						977,28	22,72	98%	
02	Accompagnement du	0,00	0,00						0,00	0,00	??%	
		REGIE	5.000.000,00	2.187.351,82	291.834,42	268.103,89	358.761,40	220.571,22	1.139.270,93	3.326.622,74	1.673.377,26	67,00
		COGEST										
		TOTAL	5.000.000,00	2.187.351,82	291.834,42	268.103,89	358.761,40	220.571,22	1.139.270,93	3.326.622,74	1.673.377,26	67,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1015511 Printed on 9/02/2015

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1015511

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel**

Budget Version : **C03**

Year to month : 31/12/2014

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2014					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
			2013	Q1	Q2	Q3	Q4				
07 Promotion des thèmes		20.000,00	4.363,96	-2.460,09				-2.460,09	1.903,87	18.096,13	10%
01 Appui à la promotion des	REGIE	20.000,00	4.363,96	-2.460,09				-2.460,09	1.903,87	18.096,13	10%
B APPUI À L'EXÉCUTION DES		230.000,00	61.071,86	58.304,68	-6.697,87	2.667,51	-33.700,23	20.574,09	81.645,95	148.354,05	35%
01 Les capacités des équipes		230.000,00	61.071,86	58.304,68	-6.697,87	2.667,51	-33.700,23	20.574,09	81.645,95	148.354,05	35%
01 Renforcement des	REGIE	70.000,00	7.568,39						7.568,39	62.431,61	11%
02 Appui à la gestion des	REGIE	145.000,00	53.503,47	57.816,81	-6.697,87	2.667,51	-33.700,23	20.086,22	73.589,69	71.410,31	51%
03 Appui à la gestion des	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	2%
04 Appui à la promotion des	REGIE	15.000,00	0,00	487,87				487,87	487,87	14.512,13	3%
C RENFORCEMENT DES		1.308.403,00	262.153,57	86.723,10	105.402,97	179.527,57	100.215,04	471.868,68	734.022,24	574.380,76	56%
01 Les capacités du Ministère		383.033,00	76.545,86	29.786,06	24.073,30	11.889,28	26.068,47	91.817,11	168.362,97	214.670,03	44%
01 Analyse et renforcement de	REGIE	88.528,00	8.533,87				1.412,36	1.412,36	9.946,23	78.581,77	11%
02 Renforcement des	REGIE	45.150,00	33.224,83	4.091,68	7.827,00			11.918,68	45.143,51	6,49	100%
03 Amélioration des	REGIE	24.650,00	20.733,19	2.840,67	7.483,88	298,93	4.030,23	14.653,71	35.386,90	-10.736,90	144%
04 Renforcement des	REGIE	10.995,00	3.530,91	489,36				489,36	4.020,27	6.974,73	37%
05 Renforcement des	REGIE	5.495,00	4.242,70	1.348,36		703,23	1.403,90	3.455,49	7.698,19	-2.203,19	140%
06 Appui à la coordination des	REGIE	51.015,00	4.474,69	18.180,26	5.583,03	10.660,45	19.098,09	53.521,84	57.996,53	-6.981,53	114%
07 Appui à la promotion des	REGIE	7.200,00	1.805,67	2.835,72	3.179,39	203,75	123,89	6.342,76	8.148,43	-948,43	113%
08 Appui aux activités	REGIE	150.000,00	0,00			22,91		22,91	22,91	149.977,09	0%
	REGIE	5.000.000,00	2.187.351,82	291.834,42	268.103,89	358.761,40	220.571,22	1.139.270,93	3.326.622,74	1.673.377,26	67,00
	COGEST										
	TOTAL	5.000.000,00	2.187.351,82	291.834,42	268.103,89	358.761,40	220.571,22	1.139.270,93	3.326.622,74	1.673.377,26	67,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1015511

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel**

Budget Version : **C03**

Year to month : **31/12/2014**

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2014					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
			2013	Q1	Q2	Q3	Q4				
02 Les capacités des		684.380,00	147.636,15	61.185,34	79.153,38	132.293,49	49.233,26	321.865,47	469.501,62	214.878,38	69%
01 Analyse et renforcement de	REGIE	47.480,00	9.036,76	4.543,26	3.657,24	4.531,57		12.732,07	21.768,83	25.711,17	46%
02 Renforcement des	REGIE	92.300,00	40.335,80	1.594,72	1.143,22			2.737,94	43.073,74	49.226,26	47%
03 Amélioration des	REGIE	408.660,00	33.864,80	36.646,37	63.176,45	127.559,07	48.550,95	275.932,84	309.797,64	98.862,36	76%
04 Renforcement des	REGIE	42.660,00	17.420,16	194,13	415,33	25,75	682,31	1.317,51	18.737,67	23.922,33	44%
05 Renforcement des	REGIE	34.650,00	17.638,92	1.159,70	3.288,15	8,30		4.456,15	22.095,07	12.554,93	64%
06 Appui à la promotion des	REGIE	58.630,00	29.339,71	17.047,16	7.472,99	168,81		24.688,96	54.028,67	4.601,33	92%
03 Les capacités des		179.500,00	29.524,47	-7.312,60	287,04	32.931,43	15.852,44	41.758,30	71.282,77	108.217,23	40%
01 Analyse et renforcement de	REGIE	8.960,00	8.402,93						8.402,93	557,07	94%
02 Renforcement des	REGIE	21.980,00	4.921,25	240,54			266,16	506,70	5.427,95	16.552,05	25%
03 Amélioration des	REGIE	119.280,00	0,00			30.920,70	14.945,27	45.865,97	45.865,97	73.414,03	38%
04 Renforcement des	REGIE	9.160,00	4.504,33		287,04		637,10	924,14	5.428,47	3.731,53	59%
05 Renforcement des	REGIE	12.800,00	3.416,07	491,59		2.010,74	3,90	2.506,22	5.922,29	6.877,71	46%
06 Appui à la coordination des	REGIE	7.320,00	0,00						0,00	7.320,00	0%
07 Appui à la promotion des	REGIE	0,00	8.279,89	-8.044,73	0,00			-8.044,73	235,16	-235,16	2%
04 Les capacités, le		61.490,00	8.447,09	3.064,30	1.889,24	2.413,37	9.060,88	16.427,79	24.874,88	36.615,12	40%
01 Renforcement des	REGIE	2.200,00	598,76						598,76	1.601,24	27%
02 Renforcement	REGIE	7.300,00	6.297,45				363,13	363,13	6.660,58	639,42	91%
	REGIE	5.000.000,00	2.187.351,82	291.834,42	268.103,89	358.761,40	220.571,22	1.139.270,93	3.326.622,74	1.673.377,26	67,00
	COGEST										
	TOTAL	5.000.000,00	2.187.351,82	291.834,42	268.103,89	358.761,40	220.571,22	1.139.270,93	3.326.622,74	1.673.377,26	67,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1015511 Printed on 9/02/2015

page: 3

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1015511

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel**

Budget Version : **C03**

Year to month : 31/12/2014

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

	Status	Fin Mode	Amount	2014					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				2013	Q1	Q2	Q3	Q4				
03 Appui à l'élaboration et à la		REGIE	3.660,00	0,00				273,65	273,65	273,65	3.386,35	7%
04 Appui à la promotion des		REGIE	20.630,00	0,00	328,00	1.834,25			2.162,25	2.162,25	18.467,75	10%
05 Communication pour le		REGIE	27.700,00	1.550,88	2.736,30	54,99	2.413,37	8.424,10	13.628,76	15.179,64	12.520,36	55%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			110.000,00	3.153,90	295,64	27.423,78	148,40	861,25	28.729,07	31.882,97	78.117,03	29%
01 Audit et Suivi et Evaluation			110.000,00	2.972,74	295,64	27.423,78	148,40	861,25	28.729,07	31.701,81	78.298,19	29%
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	74.000,00	16,79	295,64	27.423,78	148,40	861,25	28.729,07	28.745,86	45.254,14	39%
02 Audit		REGIE	16.000,00	27,14						27,14	15.972,86	0%
03 Backstopping		REGIE	20.000,00	2.928,81						2.928,81	17.071,19	15%
04 Baseline, atelier de		REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	?
99 Conversion rate adjustment			0,00	181,16						181,16	-181,16	?
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	181,16						181,16	-181,16	?

REGIE	5.000.000,00	2.187.351,82	291.834,42	268.103,89	358.761,40	220.571,22	1.139.270,93	3.326.622,74	1.673.377,26	67,00
COGEST										
TOTAL	5.000.000,00	2.187.351,82	291.834,42	268.103,89	358.761,40	220.571,22	1.139.270,93	3.326.622,74	1.673.377,26	67,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1015511 Printed on 9/02/2015

page: 4

4.6 Rapport « Budget execution, Year to months last 5 years »

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1015511

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel**

Budget Version : **C3** Year to month : **31/12/2014**
 Currency : **EUR**
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	2011	2012	2013	Expenses	Total	Balance	% Exec
A L'UCAG EST MISE EN PLACE ET			3.351.597,00		183.728,54	887.206,91	790.037,04	618.099,09	2.479.071,58	872.525,42	74%
01 Affectation progressive de ressources			2.719.097,00		144.582,95	688.394,67	666.452,45	531.157,48	2.030.587,55	688.509,45	75%
01 Assistance technique		REGIE	2.028.000,00		109.339,01	536.864,68	505.638,81	375.157,15	1.526.999,65	501.000,35	75%
02 Coresponsable congolais (primes)		REGIE	61.344,00		2.636,01	11.831,09	10.812,55	18.313,57	43.593,22	17.750,78	71%
03 Staff national contrat CTB		REGIE	334.400,00		23.401,69	83.586,92	84.051,76	70.030,28	261.070,65	73.329,35	78%
04 Staff national contrat partenaire (primes)		REGIE	295.353,00		9.206,24	56.111,97	65.949,33	67.656,48	198.924,03	96.428,97	67%
02 Frais de fonctionnement			205.000,00		8.760,93	50.595,35	47.497,15	50.874,20	157.727,62	47.272,38	77%
01 Frais de fonctionnement		REGIE	205.000,00		8.760,93	50.595,35	47.497,15	50.874,20	157.727,62	47.272,38	77%
03 Réhabilitation et équipement des locaux de			111.500,00		1.016,89	14.347,41	51.835,00	22.785,15	89.984,45	21.515,55	81%
01 Réhabilitation des bureaux		REGIE	111.500,00		1.016,89	14.347,41	51.835,00	22.785,15	89.984,45	21.515,55	81%
04 Acquisition du matériel de l'UCAG			120.000,00		23.299,71	89.955,08	5.664,87	176,10	119.095,76	904,24	99%
01 Véhicules		REGIE	89.000,00			88.893,99		0,00	88.893,99	106,01	100%
02 Équipement IT		REGIE	31.000,00		23.299,71	1.061,09	5.664,87	176,10	30.201,77	798,23	97%
05 Renforcement des compétences des			175.000,00		6.068,05	43.807,76	13.352,98	15.566,25	78.795,05	96.204,95	45%
01 Formations initiales et continues		REGIE	175.000,00		6.068,05	43.807,76	13.352,98	15.566,25	78.795,05	96.204,95	45%
06 Accompagnement de la mise en place et du			1.000,00			106,65	870,63	0,00	977,28	22,72	98%
01 Manuel de procédures		REGIE	1.000,00			106,65	870,63	0,00	977,28	22,72	98%
02 Accompagnement du processus de		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	?
07 Promotion des thèmes transversaux			20.000,00				4.363,96	-2.460,09	1.903,87	18.096,13	10%
01 Appui à la promotion des thèmes		REGIE	20.000,00				4.363,96	-2.460,09	1.903,87	18.096,13	10%
		REGIE	5.000.000,00		185.097,39	947.211,67	1.055.042,76	1.139.270,92	3.326.612,35	1.673.387,65	67%
		COGEST									
		TOTAL	5.000.000,00		185.097,39	947.211,67	1.055.042,76	1.139.270,92	3.326.612,35	1.673.387,65	67%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1015511

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel**

Budget Version : **C3** Year to month : 31/12/2014

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	2011	2012	2013	Expenses	Total	Balance	% Exec
B APPUI À L'EXÉCUTION DES PROJETS		230 000,00		1 368,86	25 453,92	34 249,08	20 574,09	81 645,95	148 354,05	35%
01 Les capacités des équipes de projet sont		230 000,00		1 368,86	25 453,92	34 249,08	20 574,09	81 645,95	148 354,05	35%
	01 Renforcement des compétences des équipes	REGIE 70 000,00			5 300,26	2 268,13	0,00	7 568,39	62 431,61	11%
	02 Appui à la gestion des projets sectoriels	REGIE 145 000,00		1 368,86	20 153,66	31 980,95	20 086,22	73 589,69	71 410,31	51%
	03 Appui à la gestion des projets hors secteur	REGIE 0,00					0,00	0,00	0,00	0%
	04 Appui à la promotion des thèmes	REGIE 15 000,00					487,87	487,87	14 512,13	3%
C RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION		1 308 403,00			3 135,56	230 798,03	471 868,67	734 022,24	574 380,76	56%
01 Les capacités du Ministère au niveau central		383 033,00			20 406,89	56 138,98	91 817,11	168 362,97	214 670,03	44%
	01 Analyse et renforcement de la structure	REGIE 88 528,00			8 021,82	512,05	1 412,36	9 946,23	78 581,77	11%
	02 Renforcement des compétences du	REGIE 45 150,00			445,66	32 779,17	11 918,68	45 143,51	6,49	100%
	03 Amélioration des infrastructures	REGIE 24 650,00			7 543,01	13 190,19	14 653,71	35 386,90	-10 736,90	144%
	04 Renforcement des capacités technologiques	REGIE 10 995,00			1 132,01	2 398,90	489,36	4 020,27	6 974,73	37%
	05 Renforcement des capacités matérielles	REGIE 5 495,00			1 490,82	2 751,88	3 455,49	7 698,19	-2 203,19	140%
	06 Appui à la coordination des interventions du	REGIE 51 015,00			1 773,57	2 701,12	53 521,84	57 996,53	-6 981,53	114%
	07 Appui à la promotion des thèmes	REGIE 7 200,00				1 805,67	6 342,76	8 148,43	-948,43	113%
	08 Appui aux activités spécifiques	REGIE 150 000,00					22,91	22,91	149 977,09	0%
02 Les capacités des structures déconcentrées		684 380,00			2 611,70	145 024,45	321 865,47	469 501,62	214 878,38	69%
	01 Analyse et renforcement de la structure	REGIE 47 480,00			2 547,69	6 489,07	12 732,07	21 768,83	25 711,17	46%
	02 Renforcement des compétences	REGIE 92 300,00			64,01	40 271,79	2 737,94	43 073,74	49 226,26	47%
	03 Amélioration des infrastructures	REGIE 408 660,00				33 864,80	275 932,84	309 797,64	98 862,36	76%
	COGEST	REGIE 5 000 000,00		185 097,39	947 211,67	1 055 042,76	1 139 270,92	3 326 612,35	1 673 387,65	67%
	TOTAL	5 000 000,00		185 097,39	947 211,67	1 055 042,76	1 139 270,92	3 326 612,35	1 673 387,65	67%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1015511

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel**

Budget Version : **C3**

Year to month : **31/12/2014**

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	2011	2012	2013	Expenses	Total	Balance	% Exec
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	42.660,00				17.420,16	1.317,51	18.737,67	23.922,33	44%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	34.650,00				17.638,92	4.466,15	22.095,07	12.554,93	64%
06 Appui à la promotion des thèmes		REGIE	58.630,00				29.339,71	24.688,96	54.028,67	4.601,33	92%
03 Les capacités des Ministères provinciaux			179.500,00			7.354,12	22.170,35	41.758,30	71.282,77	108.217,23	40%
01 Analyse et renforcement de la structure		REGIE	8.960,00			7.354,12	1.048,81	0,00	8.402,93	557,07	94%
02 Renforcement des compétences		REGIE	21.980,00				4.921,25	506,70	5.427,95	16.552,05	25%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	119.280,00					45.865,97	45.865,97	73.414,03	38%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	9.160,00				4.504,33	924,14	5.428,47	3.731,53	59%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	12.800,00				3.416,07	2.506,22	5.922,29	6.877,71	46%
06 Appui à la coordination des interventions du		REGIE	7.320,00					0,00	0,00	7.320,00	0%
07 Appui à la promotion des thèmes		REGIE	0,00				8.279,89	-8.044,73	235,16	-235,16	7%
04 Les capacités, le fonctionnement et			61.490,00			982,85	7.464,24	16.427,79	24.874,88	36.615,12	40%
01 Renforcement des capacités matérielles de		REGIE	2.200,00			598,76		0,00	598,76	1.601,24	27%
02 Renforcement technologique de la		REGIE	7.300,00			384,09	5.913,36	363,13	6.660,58	639,42	91%
03 Appui à l'élaboration et à la réalisation d'un		REGIE	3.660,00					273,65	273,65	3.386,35	7%
04 Appui à la promotion des thèmes		REGIE	20.630,00					2.162,25	2.162,25	18.467,75	10%
05 Communication pour le Développement		REGIE	27.700,00				1.550,88	13.628,76	15.179,64	12.520,36	55%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			110.000,00			3.195,28	-41,38	28.729,07	31.872,58	78.127,42	29%
01 Audit et Suivi et Evaluation			110.000,00			2.852,02	120,72	28.729,07	31.701,81	78.298,19	29%
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	74.000,00				16,79	28.729,07	28.745,86	45.254,14	39%
		REGIE	5.000.000,00		185.097,39	947.211,67	1.055.042,76	1.139.270,92	3.326.612,35	1.673.387,65	67%
		COGEST									
		TOTAL	5.000.000,00		185.097,39	947.211,67	1.055.042,76	1.139.270,92	3.326.612,35	1.673.387,65	67%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1015511

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel**

Budget Version : **C3**

Year to month : 31/12/2014

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	2011	2012	2013	Expenses	Total	Balance	% Exec
02 Audit		REGIE	16.000,00				27,14	0,00	27,14	15.972,86	0%
03 Backstopping		REGIE	20.000,00			2.852,02	76,79	0,00	2.928,81	17.071,19	15%
04 Baseline, atelier de démarrage		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	??%
99 Conversion rate adjustment			0,00			343,26	-162,10	0,00	170,77	-170,77	??%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00			343,26	-162,10	0,00	170,77	-170,77	??%

REGIE	5.000.000,00		185.097,39	947.211,67	1.055.042,76	1.139.270,92	3.326.612,35	1.673.387,65	67%
COGEST									
TOTAL	5.000.000,00		185.097,39	947.211,67	1.055.042,76	1.139.270,92	3.326.612,35	1.673.387,65	67%



4.7 Financial planning

Financial Planning of RDC1015511

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013** auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
 Fin Plan Version: **2015Q1**
 Budget Version: **C03**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2015				2016 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
						Q1	Q2	Q3	Q4				Total
A L'UCAG EST MISE EN PLACE ET			3.351,59	2.479,06	872,53	234,84	239,31	185,16	163,22	822,53	50,00	0,00	100%
01 Affectation progressive de			2.719,09	2.030,58	688,51	167,71	184,81	174,91	150,97	678,40	50,00	-39,89	101%
01 Assistance technique		REGIE	2.028,00	1.527,00	501,00	132,00	147,00	135,00	105,00	519,00	50,00	-68,00	103%
02 Coresponsable congolais		REGIE	61,34	43,59	17,75	2,70	2,70	2,70	2,90	11,00	0,00	6,75	89%
03 Staff national contrat CTB		REGIE	334,40	261,07	73,33	17,40	19,50	21,60	22,87	81,37	0,00	-8,04	102%
04 Staff national contrat partenaire		REGIE	295,35	198,92	96,43	15,61	15,61	15,61	20,20	67,03	0,00	29,40	90%
02 Frais de fonctionnement			205,00	157,73	47,27	10,50	10,50	9,75	9,75	40,50	0,00	6,77	97%
01 Frais de fonctionnement		REGIE	205,00	157,73	47,27	10,50	10,50	9,75	9,75	40,50	0,00	6,77	97%
03 Réhabilitation et équipement des			111,50	89,98	21,52	7,54	20,00	0,00	0,00	27,54	0,00	-6,02	105%
01 Réhabilitation des bureaux		REGIE	111,50	89,98	21,52	7,54	20,00	0,00	0,00	27,54	0,00	-6,02	105%
04 Acquisition du matériel de			120,00	119,09	0,91	0,50	0,50	0,50	0,50	2,00	0,00	-1,09	101%
01 Véhicules		REGIE	89,00	88,89	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,11	100%
02 Équipement IT		REGIE	31,00	30,20	0,80	0,50	0,50	0,50	0,50	2,00	0,00	-1,20	104%
05 Renforcement des compétences			175,00	78,80	96,20	46,59	21,50	0,00	0,00	68,09	0,00	28,11	84%
01 Formations initiales et continues		REGIE	175,00	78,80	96,20	46,59	21,50	0,00	0,00	68,09	0,00	28,11	84%
06 Accompagnement de la mise en			1,00	0,98	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	98%
01 Manuel de procédures		REGIE	1,00	0,98	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	98%
02 Accompagnement du processus		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
07 Promotion des thèmes			20,00	1,90	18,10	2,00	2,00	0,00	2,00	6,00	0,00	12,10	40%
01 Appui à la promotion des thèmes		REGIE	20,00	1,90	18,10	2,00	2,00	0,00	2,00	6,00	0,00	12,10	40%
B APPUI À L'EXÉCUTION DES			230,00	81,65	148,35	23,50	32,00	38,00	49,22	142,72	0,00	5,63	98%
01 Les capacités des équipes de			230,00	81,65	148,35	23,50	32,00	38,00	49,22	142,72	0,00	5,63	98%
		REGIE	5.000,01	3.326,63	1.673,38	314,33	555,80	346,01	305,74	1.521,88	151,50	0,00	100%
		COGEST											
		TOTAL	5.000,01	3.326,63	1.673,38	314,33	555,80	346,01	305,74	1.521,88	151,50	0,00	100%



Financial Planning of RDC1015511

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel**
 Fin Plan Version: **2015Q1**
 Budget Version: **C03**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2015					2016 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
					Q1	Q2	Q3	Q4	Total			
01 Renforcement des compétences	REGIE	70,00	7,57	62,43	15,00	15,00	20,00	10,72	60,72	0,00	1,71	98%
02 Appui à la gestion des projets	REGIE	145,00	73,59	71,41	4,00	11,50	13,50	5,50	34,50	0,00	36,91	75%
03 Appui à la gestion des projets	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
04 Appui à la promotion des thèmes	REGIE	15,00	0,49	14,51	4,50	5,50	4,50	33,00	47,50	0,00	-32,99	320%
C RENFORCEMENT DES CAPACITÉS		1.308,42	734,04	574,38	53,49	281,99	120,35	33,30	489,13	101,50	-16,25	101%
01 Les capacités du Ministère au		383,05	168,37	214,68	26,49	95,30	30,30	1,80	153,89	70,00	-9,21	102%
01 Analyse et renforcement de la	REGIE	88,53	9,95	78,58	5,00	0,00	0,00	0,00	5,00	70,00	3,58	96%
02 Renforcement des compétences	REGIE	45,15	45,14	0,01	3,25	5,00	0,00	0,00	8,25	0,00	-8,24	118%
03 Amélioration des infrastructures	REGIE	24,65	35,39	-10,74	10,94	0,00	0,00	0,00	10,94	0,00	-21,68	188%
04 Renforcement des capacités	REGIE	11,00	4,02	6,98	0,30	5,30	25,30	0,30	31,20	0,00	-24,22	320%
05 Renforcement des capacités	REGIE	5,50	7,70	-2,20	0,00	1,50	1,50	0,00	3,00	0,00	-5,20	195%
06 Appui à la coordination des	REGIE	51,02	58,00	-6,98	4,00	3,50	3,50	1,50	12,50	0,00	-19,48	138%
07 Appui à la promotion des thèmes	REGIE	7,20	8,15	-0,95	3,00	0,00	0,00	0,00	3,00	0,00	-3,95	155%
08 Appui aux activités spécifiques	REGIE	150,00	0,02	149,98	0,00	80,00	0,00	0,00	80,00	0,00	69,98	53%
02 Les capacités des structures		684,38	469,51	214,87	6,50	131,94	43,55	8,00	189,99	0,00	24,88	96%
01 Analyse et renforcement de la	REGIE	47,48	21,77	25,71	0,00	35,00	0,00	0,00	35,00	0,00	-9,29	120%
02 Renforcement des compétences	REGIE	92,30	43,07	49,23	0,00	23,00	23,00	7,00	53,00	0,00	-3,77	104%
03 Amélioration des infrastructures	REGIE	408,66	309,80	98,86	1,00	69,44	16,05	1,00	87,49	0,00	11,37	97%
04 Renforcement des capacités	REGIE	42,66	18,74	23,92	5,50	4,50	4,50	0,00	14,50	0,00	9,42	78%
05 Renforcement des capacités	REGIE	34,65	22,10	12,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,55	64%
06 Appui à la promotion des thèmes	REGIE	58,63	54,03	4,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,60	92%
03 Les capacités des Ministères		179,50	71,29	108,21	2,35	46,50	38,00	23,00	109,85	31,50	-33,14	118%
	REGIE	5.000,01	3.326,63	1.673,38	314,33	555,80	346,01	305,74	1.521,88	151,50	0,00	100%
	COGEST											
	TOTAL	5.000,01	3.326,63	1.673,38	314,33	555,80	346,01	305,74	1.521,88	151,50	0,00	100%



Financial Planning of RDC1015511

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel**
 Fin Plan Version: **2015Q1**
 Budget Version: **C03**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode Budget	TtY-1	Balance	2015				Total	2016 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
				Q1	Q2	Q3	Q4					
01 Analyse et renforcement de la	REGIE	8,96	8,40	0,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,56	94%	
02 Renforcement des compétences	REGIE	21,98	5,43	16,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,55	25%	
03 Amélioration des infrastructures	REGIE	119,28	45,87	73,41	2,35	28,50	20,00	20,00	70,85	-28,94	124%	
04 Renforcement des capacités	REGIE	9,16	5,43	3,73	0,00	18,00	18,00	3,00	39,00	-35,27	485%	
05 Renforcement des capacités	REGIE	12,80	5,92	6,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,88	46%	
06 Appui à la coordination des	REGIE	7,32	0,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,32	0%	
07 Appui à la promotion des thèmes	REGIE	0,00	0,24	-0,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,24	?	
04 Les capacités, le fonctionnement		61,49	24,87	36,62	18,15	8,25	8,50	0,50	35,40	0,00	1,22	98%
01 Renforcement des capacités	REGIE	2,20	0,60	1,60	2,00	0,00	0,00	0,00	2,00	-0,40	118%	
02 Renforcement technologique de	REGIE	7,30	6,66	0,64	0,40	0,00	0,00	0,00	0,40	0,24	97%	
03 Appui à l'élaboration et à la	REGIE	3,66	0,27	3,39	1,25	1,25	0,50	0,00	3,00	0,39	89%	
04 Appui à la promotion des thèmes	REGIE	20,63	2,16	18,47	11,50	5,50	1,00	0,00	18,00	0,47	98%	
05 Communication pour le	REGIE	27,70	15,18	12,52	3,00	1,50	7,00	0,50	12,00	0,52	98%	
Z MOYENS GÉNÉRAUX		110,00	31,88	78,12	2,50	2,50	2,50	60,00	67,50	0,00	10,62	90%
01 Audit et Suivi et Evaluation		110,00	31,71	78,29	2,50	2,50	2,50	60,00	67,50	0,00	10,79	90%
01 Frais de suivi et évaluation	REGIE	74,00	28,75	45,25	0,00	0,00	0,00	45,00	45,00	0,25	100%	
02 Audit	REGIE	16,00	0,03	15,97	0,00	0,00	0,00	15,00	15,00	0,97	94%	
03 Backstopping	REGIE	20,00	2,93	17,07	2,50	2,50	2,50	0,00	7,50	9,57	52%	
04 Baseline, atelier de démarrage	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?	
99 Conversion rate adjustment		0,00	0,17	-0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,17	?
98 Conversion rate adjustment	REGIE	0,00	0,17	-0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,17	?	
	REGIE	5.000,01	3.326,63	1.673,38	314,33	555,80	346,01	305,74	1.521,88	151,50	0,00	100%
	COGEST											
	TOTAL	5.000,01	3.326,63	1.673,38	314,33	555,80	346,01	305,74	1.521,88	151,50	0,00	100%



4.8 Planification opérationnelle UCAG 2015

TYPE	BUDGET CODE	LIBELLE		Début	Fin	Budget estimé
Résultat	A	R1.UCAG mise en place est opérationnelle				
Activité	A01	Affectation progressive des moyens de fonctionnement de l'UCAG				
Ss -Act.	A0101	Assistance Technique	Planned	janv-14	déc-15	
			Updated			
Ss -Act.	A0102	Désignation coresponsable national	Planned	janv-14	déc-15	
			Updated			
Ss -Act.	A0103	Staff national à contrat CTB	Planned	janv-14	déc-15	
			Updated			
Ss -Act.	A0104	Staff à contrat EPSP	Planned	janv-14	déc-15	
			Updated			
Activité	A02	Frais de fonctionnement				
Ss -Act.	A02-01	Frais de fonctionnemnt	Planned	janv-14	déc-15	
			Updated			
Activité	A03	Réhabilitation et équipement des locaux de l'UCAG				
Ss -Act.	A0301	Etude et poursuite des petits travaux supplémentaires: aménagement de l'environnement extérieur, retouches intérieures...	Planned	janv-14	avr-14	
			Updated	oct-14	févr-15	
Activité	A04	Acquisition du matériel de l' UCAG				
Ss -Act.	A0402	Renouvellement, entretien et réparation des matériels	Planned	janv-14	nov-15	
			Updated			
Activité	A05	Renforcement des compétences des membres de l'équipe UCAG				
	A0501	Formations initiales				
Ss -Act.	A0501	Cours sur les premiers secours (secourisme) pour les 5 chauffeurs + huissier de l'UCAG	Planned	déc-14	déc-14	3500
			Updated	nov-14	janv-15	
Activité	A0501	Formations continues				
Ss -Act.	A0501	Formation de 2 personnes en Excel	Planned	janv-14	mars-14	1500
			Updated	janv-14	nov-15	
Ss -Act.	A0501	Formation de 3 personnes en Powerpoint	Planned	janv-14	mars-14	1500
			Updated	janv-14	nov-15	
Ss -Act.	A0501	Formation de 6 agents en logistique	Planned	mars-14	avr-14	4100
			Updated	janv-15	févr-15	
Ss -Act.	A0501	Formation de 5 personnes en anglais	Planned	janv-14	févr-14	2500
			Updated	janv-15	nov-15	
Ss -Act.	A0501	Formation de 2 agents sur les procédures CTB et FED de passation des marchés	Planned	févr-14	févr-14	
			Updated	févr-14	déc-15	
Ss -Act.	A0501		Planned	mars-14	mars-14	

		Formation de 3 agents en gestion d'une équipe (pm cfr projet bourses)	Updated	mai-15	mai-15	
Ss -Act.	A0501	Formation en Côte d'Ivoire/Abidjan de 3 agents en suivi, évaluation et redevabilité (utilisation des logiciels spécialisés en planification : Ms Project; WBS Chart Pro; MVA)	Planned	mars-14	mars-14	29 700 €
			Updated	mars-15	mars-15	
Ss -Act.	A0501	Formation pour concevoir et accompagner un plan de développement de l'éducation (pm Projet bourses)	Planned	avr-15	avr-15	
			Updated			
Ss -Act.	A0501	Formation initiale de 4 agents de la cellule MP à la comptabilité SYSCOHADA	Planned			
			Updated			
Ss -Act.	A0501	Formation de 4 agents de la cellule MP en lecture et analyse des états financiers	Planned			
			Updated			
Ss -Act.	A0501	Formation d'un agent en dessin assisté par ordinateur (DAO) plus achat du logiciel (autocad ou DDD)	Planned	mai-14	mai-14	1000
			Updated	déc-14	févr-15	
Ss -Act.	A0501	Stage pratique en administration et archivage (appui)	Planned	oct-14	févr-15	
			Updated			
Ss -Act.	A0501	Formation en gestion administrative inventaire	Planned	mars-15	mars-15	
			Updated			
Ss -Act.	A0501	Formation - recyclage en gestion administrative et financière	Planned	mai-15	mai-15	
			Updated			
Ss -Act.	A0501	Formation en gestion des marchés publics	Planned	mai-15	mai-15	2500
			Updated			
Ss -Act.	A0501	Atelier de perfectionnement des procédures Administratives et MP par le personnel de l'UCAG,	Planned	janv-14	avr-14	
			Updated	janv-15	févr-15	
Ss -Act.	A0501	Formation de 2 agents en système d'informations géographiques plus acquisition du logiciel	Planned	janv-15	avr-15	2000
			Updated			
Activité	A06	Accompagnement de la mise en place et du bon fonctionnement de l'UCAG - Élaboration des manuels de procédure				
Toutes les activités planifiées ont été réalisées						
	A07	Promotion des thèmes transversaux				
Ss -Act.	A0701	Plaidoyer auprès des autorités politico-administratives et des leaders d'opinions	Planned	janv-14	juin-15	
			Updated	janv-14	juin-15	
Ss -Act.	A0701	Participation aux activités de célébration des journées internationales dédiées aux thèmes transversaux (journées mondiales SIDA, journée de la femme et journée de l'environnement)	Planned	nov-14	déc-15	12 000
			Updated			
Résultat	B	R2.Les capacités des équipes de projets sont renforcées				
Activité	B01	Renforcement des compétences des équipes des projets				
Ss -Act.	B01-01	Formation du personnel Edut en Administration et finances	Planned	juil-14	juil-14	3000
			Updated	mars-15	mars-15	
Ss -Act.	B01-01	Formation du personnel Edut en Marché Public	Planned	août-14	août-14	2800
			Updated	janv-15	mars-15	

Ss -Act.	B01-01	Formation du personnel Edut sur l'écriture des rapports et MoRe Result (Etude de Baseline)	Planned	sept-14	sept-14	2800
			Updated	févr-15	mars-15	
Ss -Act.	B01-01	Formation du personnel Edukor en Administration et finances	Planned	avr-15	juil-15	3500
			Updated			
Ss -Act.	B01-01	Formation du personnel Edukor en Marché Public	Planned	avr-15	juil-15	3000
			Updated			
Ss -Act.	B01-01	Formation du personnel Edukor sur l'écriture des rapports et MoRe Result (Etude de Baseline)	Planned	févr-15	févr-15	3000
			Updated			
Ss -Act.	B01-01	Formation du personnel Eduéqua en Administration et finances	Planned	juil-15	sept-15	2800
			Updated			
Ss -Act.	B01-01	Formation du personnel Eduéqua en Marché Public	Planned	juil-15	sept-15	2800
			Updated			
Ss -Act.	B01-01	Formation du personnel Eduéqua sur l'écriture des rapports et MoRe Result (Etude de Baseline)	Planned	oct-15	déc-15	2800
			Updated			
Activité	B0102	Appui à la gestion des équipes des projets sectoriels				
Ss -Act.	B0102	Accompagnement des équipes de projets par l'UCAG sur base des besoins exprimés par les responsables des projets	Planned	mai-14	oct.-15	
			Updated			
Ss -Act.	B0102	Ateliers de renforcement des compétences organisés par l'UCAG	Planned	mai-15	sept.-15	28000
			Updated			
Ss -Act.	B0102	Missions de suivi et d'appui de l'UCAG aux projets	Planned	nov.-14	nov.-15	25000
			Updated			
Activité	B01-03	Appui à la gestion des projets IS				
		APEP				
		Toutes les activités planifiées ont été réalisées				
Activité	B01-04	Appui à la promotion des thèmes transversaux				
Ss -Act.	B01-04	Une session de travail avec DEVF - APEP pour collecter les leçons apprises sur les TT afin de les capitaliser	Planned	nov.-14	févr.-15	500
			Updated			
Ss -Act.	B01-04	Sessions de travail avec les responsables des projets EDUKAT, EDUKOR et EDUT sur le suivi des activités liées aux thèmes transversaux antérieurement menées dans les zones de concentration , appui à l'élaboration des plans d'intervention et des tableaux de bord.	Planned	févr.-15	déc.-15	8100
			Updated			
Ss -Act.	B01-04	Réalisation de films courts métrages de type saynettes pour appuyer la réalisation des activités prévues au plan de communication	Planned	janv.-15	sept.-15	5 000
			Updated			
Résultat	C01	R3.Les capacités du Ministère central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement.				
Activité	C0101	Analyse et renforcement de la structure organisationnelle				
Ss -Act.	C01-01		Planned	déc.-14	juil.-15	60 000

		Etude sur la restructuration du Ministère de l'EPSP (définition des profils et fonctions)	Updated			
Activité	C01-02	Renforcement des Capacités du personnel clé des structures				
Ss -Act.	C0102	Formation de 8 agents en système d'informations géographiques	Planned	janv.-15	avr.-15	4000
			Updated			
Ss -Act.	C0102	Formation de 12 agents de l'EPSP à l'utilisation de la base de données relative à la cartographie des interventions et suivi des interventions de l'ETFP	Planned	janv.-15	avr.-15	1500
			Updated			
Ss -Act.	C0102	Formation de 10 fonctionnaires du MEPSP en dessin assisté par ordinateur(DAO)	Planned	avr.-15	mai-15	1200
			Updated			
Ss -Act.	C0102	Appui à la DEP (formation de 8 agents aux modèles de simulation)	Planned	janv.-15	mars-14	4500
			Updated			
Ss -Act.	C0102	Suivi de la mise en œuvre des plans de formation élaborés en 2013 par les services ciblés en collaboration avec le Projet Bourses	Planned	janv.-14	nov.-15	0
			Updated			
Ss -Act.	C0102	Formation des membres de la cellule ministérielle de MP en passation des MP selon la législation congolaise (pm)	Planned	févr.-15	mars-15	CFR PEE
			Updated			
Ss -Act.	C0102	Formation à l'élaboration des TDR et des spécifications techniques (pm)	Planned	janv.-15	mars-15	
			Updated			
Ss -Act.	C0102	Présentation à la Cellule ministérielle des MP de la base des données des MP de la CTB	Planned	févr.-15	mars-15	
			Updated			
Ss -Act.	C0102	Appui à la cellule ministérielle de MP en gestion des MP - élaboration des outils (pm)	Planned	févr.-14	nov.-15	CFR PEE
			Updated			
Activité	C01-03	Amélioration des infrastructures				
		Ok				
Activité	C01-04	Renforcement des capacités technologiques				
Ss -Act.	C0104	Appui à la DEP (équipement et logiciels)	Planned	déc.-14	mars-15	10000
			Updated			
Ss -Act.	C0104	Aménagement et fonctionnement d'un centre des ressources NTIC au SG	Planned	nov.-14	févr.-15	25 000
			Updated			
Ss -Act.	C0104	Abonnement mensuel internet	Planned	janv.-14	oct.-15	
			Updated			
Activité	C01-05	Renforcement des capacités matérielles				
Ss -Act.	C0105	Entretien des climatiseurs de 5 services concernés	Planned	janv.-14	nov.-15	
			Updated			
Activité	C01-06	Appui à la coordination des interventions du secteur				
Ss -Act.	C0106	Fournitures de bureau pour coordination SG	Planned	janv.-14	oct.-15	
			Updated			
Ss -Act.	C0106	Papier duplicateur	Planned	janv.-14	oct.-15	

			Updated			
Ss -Act.	C0106	Toners pour impression et copieuse	Planned	janv.-14	oct.-15	
			Updated			
Ss -Act.	C0106	Appui au Com con ETFP	Planned	janv.-14	nov.-15	3200
			Updated			
Ss -Act.	C0106	Suivi de l'étude sur l'élaboration de la stratégie nationale spécifique de l'ETFP en collaboration avec les Fonds d'études et d'expertise (pm)	Planned	juil.-14	janv.-15	
			Updated			
Ss -Act.	C0106	Appui au point focal ETFP pour le suivi et la coordination de l'ETFP à la CAT (cfr Accord d'exécution signé avec la CAT)	Planned	févr.-14	oct.-15	13 000
			Updated			
Activité	C01-07	Appui à la promotion des thèmes transversaux				
Ss -Act.	C0107	Publication et diffusion des résultats de l'enquête sur les conditions de travail des femmes agents des structures centrales .	Planned	févr.-15	mars-15	500
			Updated			
Ss -Act.	C0107	Table ronde des structures centrales sur l'intégration du genre dans leurs activités quotidiennes	Updated	mars-15	mars-15	1500
			Updated			
Activité	C01-08	Appui aux activités spécifiques				
Ss -Act.	C01-8	Voyages d'études au Maroc et en Tanzanie	Planned	janv.-15	févr.-15	90 000 €
			Updated			
Résultat	C02	R4.: Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans les différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement				
Activité	C0201	Analyse et renforcement de la structure organisationnelle				
Ss -Act.	C0201	Formation en gestion des projets de développement (30 personnes: niveau proved+ Central)	Planned	avr.-15	mai-15	39500
			Updated			
Activité	C02-02	Renforcement des Capacités du personnel				
Ss -Act.	C0202	*Appui dans le domaine de l'informatique/bureautique (Formation et Accompagnement en bureautique de 60 (10 par Division) secrétaires et agents de saisie pendant 10 jours				
Ss -Act.	C0202	*Gemena	Planned	oct.-14	févr.-15	1300
			Updated			
Ss -Act.	C0202	*Lisala	Planned	oct.-14	févr.-15	1300
			Updated			
Ss -Act.	C0202	Formation de 60 fonctionnaires provinciaux en planification, suivi et évaluation des projets et programmes de développement de l'éducation au chef lieu des 8 Divisions provinciales	Planned	janv.-15	mai-15	29000
			Updated			
Ss -Act.	C0202	Enquête sur l'utilisation des connaissances acquises pendant les formations et sur l'utilisation des matériels et équipements fournis (6 divisions provinciales et 4 Ministères provinciaux et 3 services centraux)	Planned	août-15	oct.-15	11000
			Updated			

Activité	C02-03	Amélioration des infrastructures				
Ss -Act.	C0203	Désignation des DPO, exécution et suivi des travaux:				
Ss -Act.	C0203	*Lisala	Planned	févr.-14	janv.-15	
			Updated			
Ss -Act.	C0203	*Gemena	Planned	mai-14	févr.-15	
			Updated			
Activité	C02-04	Renforcement des capacités technologiques				
		Réalisée à 100%				
Ss -Act.	C0204	Matériels informatiques livrés à 100% dans les sites en 2013				
Ss -Act.	C0204	Mission du logisticien pour l'installation de la photovoltaïque à Lisala	Planned	nov.-14	févr.-15	1200
			Updated			
Ss -Act.	C0204	Fourniture et installation de la connexion Internet des 6 Divisions provinciales ciblées (Lisala , Gemena, Kisangani, Lubumbashi, Kolwezi, Mbuji Mayi)	Planned	nov.-14	févr.-15	10800
			Updated			
Ss -Act.	C0204	Abonnement internet	Planned	nov.-14	nov.-15	
			Updated			
Activité	C02-05	Renforcement des capacités matérielles				
Ss -Act.	C02-05	Mission du logisticien pour le suivi et l'inventaire des matériels et équipements fournis aux 6 Divisions provinciales ciblées accompagné par 1 agent DSG	Planned	mai-15	sept.-15	10000
			Updated			
Ss -Act.	C0205	La totalité des activités planifiées ont été réalisées				
Activité	C02-06	Appui à la promotion des thèmes transversaux				
Ss -Act.	C0206	Reproduction en 1000 exemplaires du programme national d'éducation à la vie familiale	Planned	févr-15	févr-15	2500
			Updated			
Ss -Act.	C0206	Distribution auprès des écoles techniques des zones de concentration du programme d'éducation à la vie familiale	Planned	mars-15	mars-15	500
			Updated			
Ss -Act.	C0206	Préparation d'un documentaire standard pour encourager les filles à embrasser les filières techniques	Planned	nov.-14	mai-15	10000
			Updated			
Ss -Act.	C0206	Généralisation de la formation et de la sensibilisation des élèves , des enseignants ETFP et des fonctionnaires provinciaux				
Ss -Act.	C0206	Exécutée à 100%				
Résultat	C03	R5.: Les capacités des structures décentralisées sont renforcées dans les différents domaines liés à la coordination, à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement				
Activité	C0301	Analyse et renforcement de la structure organisationnelle				

		100% exécutée				
Activité	C0302	Renforcement des Capacités du personnel				
Activité	C0302	*Formation en bureautique de 20 agents administratifs des 4 ministères				
Ss -Act.	C0302	Accompagnement en bureautique de 16 agents administratifs déjà formés des 4 ministères	Planned Updated	févr.-14	déc.-15	
Activité	C03-03	Amélioration des infrastructures				
Ss -Act.	C0303	Désignation des DPO, exécution et suivi des travaux:				
Ss -Act.	C0303	Construction des bureaux du Ministre Provincial de Kisangani + suivi DPO	Planned Updated	déc.-14	août-15	70000
Ss -Act.	C0303	Mission de suivi des travaux de construction à Kisangani.	Planned Updated	janv.-15	mars-15	1800
Activité	C03-04	Renforcement des capacités technologiques				
Ss -Act.	C0304	Matériels informatiques livrés à 100% dans les sites en 2013				
Ss -Act.	C0304	Fourniture et installation de la connexion internet des 4 Ministères provinciaux + abonnement internet provinciaux (Lubumbashi, Mbandaka, Mbuji Mayi, Kisangani)	Planned Updated	déc.-14	sept.-15	8000
Ss -Act.	C0304	Acquisition et installation d'un système autonome d'approvisionnement en énergie (photovoltaïques) pour 2 Ministères : Mbandaka et Mbuji Mayi	Planned Updated	déc.-14	mars-15	40000
Activité	C03-05	Renforcement des capacités matérielles				
		Exécutée à 100%				
Activité	C03-06	Appui à la coordination des interventions du secteur				
Ss -Act.	C0306	Appui à la mise en place des organes provinciaux de concertation (Séances de travail trimestriel)	Planned Updated	janv.-14	nov.-15	1850
Activité	C03-07	Appui à la promotion des thèmes transversaux				
		Ok				
Résultat	C04	R6.Les capacités , le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés (se rapporte à la plate-forme du Ministère de l'EPSP)				
Activité	C0401	Renforcement des capacités matérielles				
Ss -Act.	C0401	Acquisition des matériels par la Cellule Communication-EPSP (évaluation, achat+installation)	Planned Updated	janv.-15	mai-15	2500
Activité	C04--02	Renforcement technologique des Cellules de Communication				

Ss -Act.	C0402	Acquisition et installation du logiciel Photoshop (UCAG) suivi de la formation d'une personne de la cellule communication	Planned	oct.-14	févr.-15	950
			Updated			
Activité	C04-03	Appui à l'élaboration et à la réalisation d'un plan de communication				
		Réalisée à 100%				
Ss -Act.	C0403	Mise en œuvre du plan élaboré (voir aussi C0406):				
Ss -Act.	C0403	Renforcement des capacités de la Division Radio-scolaire en matières de rapportage, montage numérique, prise de vue, archivage audio-visuel, pratique d'éclairage, prise de son, conception et réalisation d'une émission	Planned	oct.-14	mars-15	1500
			Updated			
Activité	C04-04	Appui au développement et à la mise en ligne du BLOG				
Ss -Act.	C0404	Emissions radio-diffusées sur l'UCAG et les nouvelles interventions	Planned	nov.-14	août-15	2 500
			Updated			
Ss -Act.	C0404	Mise à jour régulière des informations et mise en ligne des documents publics sur le blog UCAG	Planned	janv.-14	nov.-15	
			Updated			
Activité	C04-05	Appui à la promotion des thèmes transversaux				
Ss -Act.	C0405	Impression de la bande dessinée	Planned	oct.-14	déc.-14	6000
			Updated			
Ss -Act.	C0405	Distribution de la bande dessinée dans les ETEFP	Planned	janv.-15	janv.-15	300
			Updated			
Ss -Act.	C0405	Elaboration et distribution d'un guide pédagogique de la bande dessinée	Planned	janv.-15	févr.-15	1 500
			Updated			
Ss -Act.	C0405	Production des auto-collants et affiches sur les 3 thèmes transversaux	Planned	mai-14	oct.-15	1000
			Updated			
Ss -Act.	C0405	Emissions radio-télévisées de vulgarisation des activités menées par l'UCAG sur les thèmes transversaux	Planned	févr.-15	août-15	1500
			Updated			
Activité	C04-06	Communication pour le Développement				
Ss -Act.	C0406	Matériel promotionnel UCAG : 30 ABS/affiches en plastique, affiches sur support, calendriers, gilets, polos...	Planned	nov.-14	sept.-15	4500
			Updated			
Ss -Act.	C0406	Publication en 500 exemplaires du bulletin d'information de l'UCAG -EPSP (1 fois par semestre)	Planned	janv.-14	oct.-15	4000
			Updated			
Ss -Act.	C0406	Organisation par la DETFP des émissions radio-télévisées sur l'ETFP en RDC (filière, participation des filles, image de l'ETFP).	Planned	sept.-14	juin-15	4500
			Updated			
Z		MOYENS GENERAUX				
Activité	Z0101	Audit, Suivi et évaluation				
Ss -Act.	Z0101	Evaluation finale	Planned	sept.-15	oct.-15	30 000

			Updated			
Ss -Act.	Z0202	Audit	Planned	oct.-15	oct.-15	20 000
			Updated			
Ss -Act.	Z0303	Backstopping	Planned			0
			Updated			
Ss -Act.	Z0101	Rapport final	Planned	nov.-15	déc.-15	
			Updated			
Ss -Act.	Z0101	Inventaire du matériel, des équipements et des consommables	Planned	nov.-15	nov.-15	
			Updated			
Ss -Act.	Z0101	Propositions d'affectation des biens inventoriés	Planned	nov.-15	nov.-15	
			Updated			
Ss -Act.	Z0101	Rapports et PV de transferts du matériel, des équipements et des stocks divers	Planned	déc.-15	déc.-15	
			Updated			
Ss -Act.	Z0101	Présentation du bilan financier provisoire, de la proposition d'affectation des reliquats et de la liste des engagements pris	Planned	déc.-15	déc.-15	
			Updated			
Ss -Act.	Z0101	SMCL de clôture	Planned	déc.-15	déc.-15	
			Updated			

4.9 Missions effectuées, en 2014, par le personnel de l'UCAG

	<i>Agent</i>	<i>Fonction</i>	<i>Destination</i>	<i>Objet</i>
1	PATRICK FILLION	CORESPONSABLE ATI	LUBUMBASHI	Participer à la réunion de la SMCL du projet EDUKAT
2	PATRICK FILLION	CORESPONSABLE ATI	BAS-CONGO	Accompagner la mission préparatoire de l'Ambassade de Belgique pour visiter l'école William Booth (ETFP) à Kasangulu
3	NKOYO-A-NZOLA	CORESPONSABLE NATIONAL	LUBUMBASHI	Participer à la réunion de la SMCL
4	CARINE VANNOMESLAEGHE	CHARGE DE L'ADMINISTRATION ET FINANCES	LUBUMBASHI	Appuyer l'installer du projet EDUKAT
5	LORETTA LUKOKI	COMPTABLE	LUBUMBASHI	Appuyer l'installer du projet EDUKAT
6	CARINE VANNOMESLAEGHE	CHARGE DE L'ADMINISTRATION ET FINANCES	LUBUMBASHI	Apporter l'appui d'ordre organisationnel et financier au projet EDUKAT
7	CELESTIN KALEKA	FINANCIAL OFFICER	LUBUMBASHI	Apporter l'appui d'ordre organisationnel et financier au projet EDUKAT
8	LAHEMA OTEPA	CHARGE DE LA CELLULE DE PLANIFICATION	LUBUMBASHI	
9	NKOYO-A-NZOLA	CORESPONSABLE NATIONAL	LISALA	Organiser l'atelier local d'orientations stratégiques et accompagner techniquement les cadres de provinciaux de l'Equateur 4 dans l'élaboration de la stratégie locale de l'ETFP
10	LAHEMA OTEPA	CHARGE DE LA CELLULE DE PLANIFICATION	LISALA	Organiser l'atelier local d'orientations stratégiques et accompagner techniquement les cadres de provinciaux de l'Equateur 4 dans l'élaboration de la stratégie locale de l'ETFP
11	HILAIRE YOGO	EXPERT EN THEMES TRANSVERSAUX/UCAG	LISALA	Organiser l'atelier local d'orientations stratégiques et accompagner techniquement les cadres de provinciaux de l'Equateur 4 dans l'élaboration de la stratégie locale de l'ETFP
12	LEMBA NDOMANUENO	CHARGE DE SUIVI DE TRAVAUX	MBADAKA	Faire le suivi des travaux de réhabilitation du bâtiment Ministère provincial en charge de l'éducation.
13	LEMBA NDOMANUENO	CHARGE DE SUIVI DE TRAVAUX	GEMENA	Faire le suivi des travaux de réhabilitation
14	LEMBA NDOMANUENO	CHARGE DE SUIVI DE TRAVAUX	LISALA	Faire le suivi des travaux de construction de la Division provinciale de l'équateur 4
15	MUKWEY BLONDIN	EXPERT ETFP A LA CAT	LUBUMBASHI	Développer les synergies des actions d'insertion d'emploi entre le projet EDUKAT et OPEQ
16	LEMBA NDOMANUENO	CHARGE DE SUIVI DE TRAVAUX	KISANGANI	Echanger avec Madame la Ministre en charge de l'éducation, visiter le terrain mis à sa disposition pour la construction de son bâtiment, finaliser les documents techniques.

17	LEMBA NDOMANUENO	CHARGE DE SUIVI DE TRAVAUX	KISANGANI	Procéder à la réception provisoire des travaux de réhabilitation de la Division provinciale et faire la visite du site avec les entrepreneurs sélectionnés pour la construction du bâtiment du ministère provincial en charge de l'éducation
18	LEMBA NDOMANUENO	CHARGE DE SUIVI DE TRAVAUX	GEMENA	Visiter avec les soumissionnaires identifiés le site destiné à la réhabilitation de la Division provinciale.
19	NKOYO-A-NZOLA	CORESPONSABLE NATIONAL	GEMENA	Organiser l'atelier local d'orientations stratégiques et accompagner techniquement les cadres de provinciaux de l'Equateur 4 dans l'élaboration de la stratégie locale de l'ETFP
20	LAHEMA OTEPA	CHARGE DE LA CELLULE DE PLANIFICATION	GEMENA	Organiser l'atelier local d'orientations stratégiques et accompagner techniquement les cadres de provinciaux de l'Equateur 4 dans l'élaboration de la stratégie locale de l'ETFP
21	LEMBA NDOMANUENO	CHARGE DE SUIVI DE TRAVAUX	GEMENA	Assurer la visite du site avec les entrepreneurs sélectionnés pour la construction des bureaux de la Division
22	NKOYO-A-NZOLA	CORESPONSABLE NATIONAL	MBUJI MAYI	Prendre part la réunion de la SMCL du projet EDUKOR
23	PATRICK FILLION	CORESPONSABLE INTERNATIONAL	KISANTU	Participer à l'atelier sur la transparence et la redevabilité dans le secteur de l'éducation
24	PATRICK FILLION	CORESPONSABLE INTERNATIONAL	BAS-CONGO	Accompagner la délégation du COMPAR
25	JACQUES KILIMA	CHAUFFEUR	BANDUNDU	Conduire la délégation des Ministères impliqués au niveau national et du projet UCAG/EPSP pour participer à l'atelier d'identification du programme d'appui à l'ETFP à Kikwit (2014-2015)
26	ANICET BUKWE	CHAUFFEUR	MATADI	Conduire l'équipe de consultants dans le cadre de l'élaboration de la sous stratégie spécifique de l'ETFP
27	JACQUES KILIMA	CHAUFFEUR	KISANTU	Conduire le chef du projet
28	JACQUES KILIMA	CHAUFFEUR	MBANZA- NGUNGU	Conduire le chef du projet APEP la finalisation des aspects techniques de la revue du PIE
29	JACQUES KILIMA	CHAUFFEUR	MBAKANA	Accompagner le coresponsable a.i du projet UCAG/EPSP
30	JACQUES KILIMA	CHAUFFEUR	MADIMBA	Accompagner le coresponsable a.i du projet UCAG/EPSP en visite de travail
31	NKOYO-A-NZOLA	CORESPONSABLE NATIONAL	MBUJI MAYI	Organiser l'atelier local d'orientations stratégiques et accompagner techniquement les cadres de provinciaux de l'Equateur 4 dans l'élaboration de la stratégie locale de l'ETFP
32	LAHEMA OTEPA	CHARGE DE LA CELLULE DE PLANIFICATION	MBUJI MAYI	idem
33	JUNIOR BAKU	COLLABORATEUR A LA CELLULE DE COMMUNICATION	MBUJI MAYI	idem

4.10 Missions effectuées, en 2014, par le personnel du Ministère

N°	Nom	Fonction	Destination	Objet
1	LUFUNISABO BUNDOKI	SECRETAIRE GENERAL	MBUJI MAYI	Prendre part à la réunion de la SMCL
2	BASELE KITOKO ALBERT	CONSEILER CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT GENERAL DU MINISTRE PROVINCIAL DE BANDUNDU	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
3	HOLO LEDI	SECRETAIRE PARTICULIER DU MINISTRE	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
4	KASONGO WUTUKA	GARDE DU CORPS	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
5	EBUDI JULES	CHAUFFEUR DU MINISTRE	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
6	KUMBU YA NIHOLO	PROVED BANDUNDU 3/KENGE	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
7	MAFUTA NTANTUQ	PROVED BANDUNDU 2/KIKWIT	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
8	BASELE ALBERT	CONSEILLER DU MINISTRE PROVINCIAL EPSP/BANDUNDU	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
9	KITANGAK MUSSA	CONSEILLER DU MINISTRE DU MANIEMA	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
10	ASSANI MUHIYA ANTOINE	PROVED DU MANIEMA	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
11	BANGAMA MEKALA ERIC	DIRECTEUR DE CABINET DE LA MINISTRE EN CHARGE DE L'EDUCATION	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
12	LITOMBO WAMENGA BERNARD	PROVED DE LA PROVINCE ORIENTALE 1	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
13	FERNAND MUBIAYI KABUYA	PROVED DU KASAI-ORIENTAL 1	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
14	HONORE MATONGI MABONYI	PROVED AD INTERIM EQUATEUR 2	MBANDAKA	Participer à la réunion de debriefing de la mission de formulation du projet EDU-EQUA
15	LIKOKA ZAKOMBO	PROVED DE L'EQUATEUR 4	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
16	BOA NKANGA VICKY	CONSEILLERE DE LA MINISTRE PROVINCIALE DE L'EQUATEUR	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP

17	BANZA KASANDA PIERRE	CHARGE DE MISSIONS DU MINISTRE PROVINCIAL EN CHARGE DE L'EDUCATION DU KATANGA	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
18	KASONDE EKA KAMWISHA	PROVED DU KATANGA 1	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
19	RUKAT MUTEBA	PROVED DU KATANGA 4	KINSHASA	Participer à l'atelier de la mise en œuvre du processus de transformation de certaines écoles publiques d'enseignement général en ETFP
20	NEPA NEPA KABALA	DIRECTEUR -CHEF DE SERVICE	LUBUMBASHI	Organiser et animer les ateliers de formation de noyaux des inspecteurs provinciaux à l'utilisation du programme de cours d'éducation à la vie familiale dans les zones de concentration
21	IDI BYOTE	CHEF DE DIVISION	KOLWEZI	Organiser et animer les ateliers de formation de noyaux des inspecteurs provinciaux à l'utilisation du programme de cours d'éducation à la vie familiale dans les zones de concentration
22	YOGO BEYOGODE	CHEF DE BUREAU	LISALA	Organiser et animer les ateliers de formation de noyaux des inspecteurs provinciaux à l'utilisation du programme de cours d'éducation à la vie familiale dans les zones de concentration
23	PANGU LUKENGO	CHEF DE DIVISION	KISANGANI	Organiser et animer les ateliers de formation de noyaux des inspecteurs provinciaux à l'utilisation du programme de cours d'éducation à la vie familiale dans les zones de concentration
24	LWINSA TSHIAMBUIY'LUNG	CHEF DE DIVISION	GEMENA	Organiser et animer les ateliers de formation de noyaux des inspecteurs provinciaux à l'utilisation du programme de cours d'éducation à la vie familiale dans les zones de concentration
25	KASWENDE MPUMBINSHA	CHEF DE DIVISION	MBUJI MAYI	Organiser et animer les ateliers de formation de noyaux des inspecteurs provinciaux à l'utilisation du programme de cours d'éducation à la vie familiale dans les zones de concentration
26	NEPA NEPA KABALA	DIRECTEUR-CHEF DE SERVICE	LISALA	Organiser et animer les ateliers de formation de fonctionnaires de la Direction provinciale de l'EPSP/Equateur 4 et des enseignants des écoles techniques et professionnelles sur les thèmes transversaux : genre, VIH/SIDA et environnement
27	YOGO BEYOGODE	CHEF DE BUREAU	LISALA	Organiser l'atelier local d'orientations stratégiques et accompagner techniquement les cadres de provinciaux de l'Equateur 4 dans l'élaboration de la stratégie locale de l'ETFP
28	NKOYO-A-NZOLA	DIRECTEUR	GEMENA	Organiser l'atelier local d'orientations stratégiques et accompagner techniquement les cadres de provinciaux de l'Equateur 4 dans l'élaboration de la stratégie locale de l'ETFP
29	LAHEMA OTEPA	DIRECTEUR	GEMENA	Organiser l'atelier local d'orientations stratégiques et accompagner techniquement les cadres de provinciaux de l'Equateur 4 dans l'élaboration de la stratégie locale de l'ETFP
30	NTEBA PANZU	DIRECTEUR	GEMENA	Organiser l'atelier local d'orientations stratégiques et accompagner techniquement les cadres de provinciaux de l'Equateur 4 dans l'élaboration de la stratégie locale de l'ETFP
31	VALENTIN NGANDU	CONSEILLER EN CHARGE DE L'ETFP DU MINISTRE DE L'EPS-INC	LUBUMBASHI	Accompagner madame la Vice-ministre pour le lancement officiel du projet EDUKAT
32	VALENTIN NGANDU	CONSEILLER EN CHARGE DE L'ETFP DU MINISTRE DE L'EPS-INC	LUBUMBASHI ET KOLWEZI	Procéder au lancement officiel du projet EDUKAT

33	LUFUNISABO BUNDOKI	SECRETAIRE GENERAL	LUBUMBASHI ET KOLWEZI	Procéder au lancement officiel du projet EDUKAT
34	JAN FRANSEN	CONSULTANT ET CHEF DE MISSION	MATADI	Tenir un atelier dans le cadre de la collecte des données en rapport avec l'élaboration de la sous stratégie spécifique de l'ETFP
35	JEAN CLAUDE IKWA	CONSULTANT ET MEMBRE	MATADI	Stratégie sous sectorielle
36	JEAN KIDINDA SHANDUNGO	CONSULTANT ET MEMBRE	MATADI	Stratégie sous sectorielle